Le Grdr en 2024

Rapport d'activité annuel

Ce document sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du Grdr du 28 juin 2025. Cette version est encore provisoire. Son contenu est susceptible d'évoluer en fonction des recommandations de l'Assemblée Générale.

Note à l'attention du lecteur

Après l'introduction et un point sur la vie associative, l'activité 2024 est présentée sous deux angles :

- La première partie est consacrée à la réflexion de fond sur des sujets et enjeux que nos équipes soulèvent au quotidien. Toutes les thématiques ne peuvent malheureusement pas être abordées, le choix a été fait de mettre l'accent sur des actualités importantes de l'année 2024.
- La seconde partie plus quantitative et géographique, synthétise nos principales réalisations dans chaque pays.

Ces deux parties, complémentaires, résument l'activité annuelle du Grdr.

Nos parutions et nos réseaux sont présentés en fin de rapport.

AU SOMMAIRE

1. Vie associative p. 4
2. Notre activité en 2024
    - Chapitre 1 : p. 7
    - Chapitre 2 : p. 15
3. Nos activités pays par pays p. 22
4. Nos parutions p. 37
5. Nos ressources p. 38
6. Nos réseaux p. 40

La vie associative du Grdr

*Le Grdr a **une vie associative dynamique**, avec une gouvernance active et régulière (assemblées générales, conseils d'administration, etc.) et une implication bénévole des adhérents dans les activités, en particulier ceux qui sont membres des 7 conseils d'orientation et de suivi (COS). La vie associative, c'est également une information de qualité et régulière des adhérents et des sympathisants au travers du rapport annuel très riche diffusé chaque année, des numéros de l'Envol des Cigognes et du site Internet. Nos outils d'information vont d'ailleurs connaître des évolutions significatives dans les prochains mois, au bénéfice de toutes les parties prenantes du Grdr.*

Grâce au dynamisme des adhérents, du CA, des COS, et des salariés, l'année 2024 a été marquée par un travail collectif autour du bilan de notre Plan d'Action Stratégique Global (PASG 2020 – 2024) et la construction de notre prochain Cadre d'Intervention Stratégique pour les cinq prochaines années (CIS 2025-2030).

Un nouveau cadre d'intervention stratégique pour 2025-2030

Dans un monde en plein bouleversement, le Grdr poursuit ses engagements. Il accompagne les citoyennes et citoyens des territoires tant en France qu'en Mauritanie, au Mali, au Sénégal, en Guinée-Bissau, en Guinée, en Tunisie et en Algérie en faveur des mobilités humaines si indispensables et pourtant si maltraitées dans le monde d'aujourd'hui. Il a intensifié également son action pour la défense des droits des citoyennes et des citoyens et va accroître son action d'éducation populaire, de formation et de plaidoyer en France comme en Europe.

La réflexion stratégique a permis d'identifier :

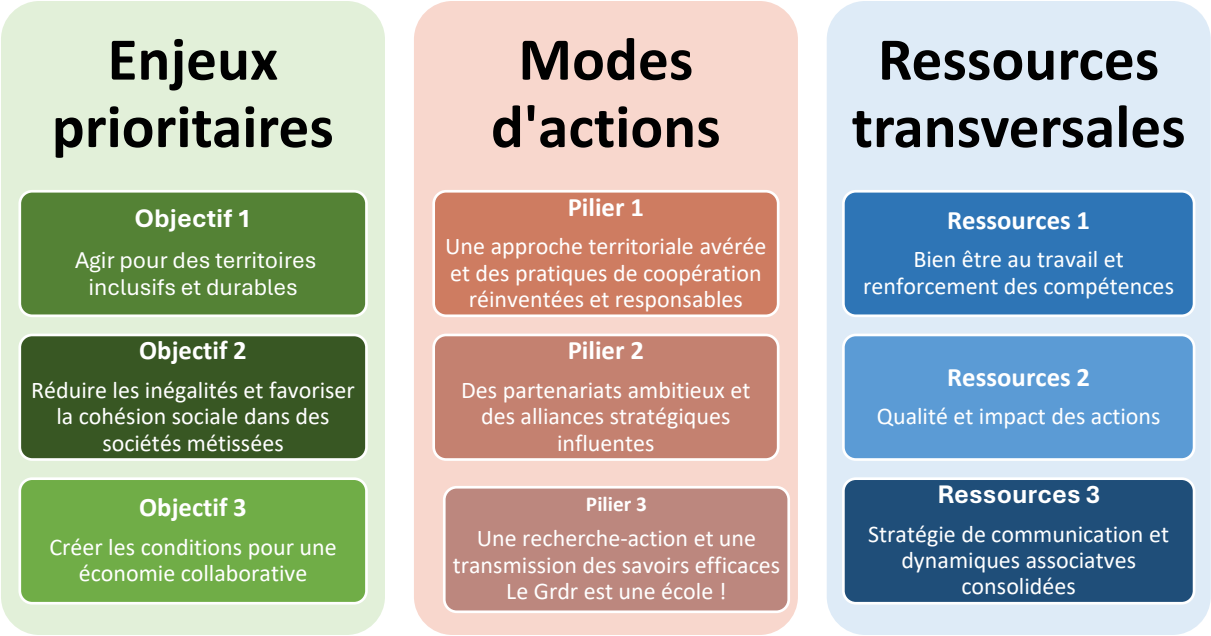
- Les enjeux prioritaires, issus des réflexions sur les contextes et sur les besoins exprimés ;
- Les modes d'actions spécifiques du Grdr, issus de son expérience et des évolutions en cours ;
- Les ressources transversales qui correspondent à des points essentiels de l'organisation du Grdr .

Ce nouveau cadre sera largement diffusé et mis en commun avec toutes les parties prenantes et avec nos partenaires.

Du CIS « Souple et prudent » à l'action concrète sur les territoires

L'exercice du CIS servira de socle pour les différentes équipes du Grdr qui pourront sur cette base élaborer leurs plans d'actions, sur une durée plus courte (deux ans), en déclinant les enjeux et les modes d'action par pays et par territoire, en mobilisant les ressources disponibles. Ces plans d'action feront l'objet d'un état des lieux à mi-parcours (2027-2028) en renseignant annuellement les indicateurs de suivi-évaluation et d'impact pré-identifiés.

Il s'articule de la façon suivante :



Les 5 missions des Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) du Grdr

Le Grdr est une association internationale de solidarité de droit français. Ses activités sont décidées à partir des territoires où elles sont développées, en Afrique de l'Ouest et au Maghreb comme en France. Ceci fonde leur légitimité. Elles sont mises en œuvre par des équipes locales de salariés (les cellules locales), avec le concours d'adhérents locaux du Grdr réunis au sein de Conseils d'Orientation et de Suivi (les COS). Porteurs du projet associatif, ancrés dans les territoires, relais auprès des autorités, en relation étroite avec le CA du Grdr, les COS facilitent la réalisation des objectifs du Grdr sur les territoires concernés.

Leur action se structure autour de 5 missions

1. Appui-conseil à la cellule/antenne dans la diversité de sa mission ;
2. Participation au renforcement et à l'animation de la base associative de l'association ;
3. Médiation et facilitation avec l'administration et les autorités locales ;
4. Contribution aux actions de communication et plaidoyer ;
5. Rôle d'alerte voire de médiation en cas de difficultés dans une équipe locale.

Encourager les initiatives portées par nos Conseils d'Orientation et de Suivi (COS)

À la suite de l'élaboration de son manuel de la vie associative en 2023, le Grdr a mis sur pied en 2024 un fonds destiné à financer des initiatives spécifiques des COS.Cette nouveauté a suscité plusieurs propositions et celles des COS de Bakel et de Sélibabi ont été retenues. L'initiative est reconduite en 2025 et suscite un véritable intérêt avec quatre nouvelles propositions. Par ailleurs, le COS des Hauts de France multiplie les initiatives et le COS de la région Normandie est en cours de lancement.

Place aux Jeunes

Le Grdr est fier et honoré de bénéficier de l'expertise et la sagesse accumulées au fil des années par ses membres seniors, mais il est également ouvert à la diversité des perspectives et des expériences de la jeunesse, pour garantir une gouvernance efficace et représentative. Il y a beaucoup de jeunes parmi les salariés. Mais les adhérents sont plus âgés, notamment dans les COS, et la moyenne d'âge du CA est d'environ 60 ans.

Un enjeu stratégique pour le Grdr au cours des 5 prochaines années sera de renforcer l'attractivité du Grdr auprès des jeunes. Une urgence d'attirer des sympathisants jeunes puis des adhérents jeunes. Avec un objectif ultime de rajeunissement des membres des COS et du conseil d'administration. En outre, l'implication des « Jeunes » est articulée à l'implication des « femmes » et des « diasporas ».

Les équipes s'organisent avec l'accompagnement du projet « Place aux Jeunes » financé par Coordination Sud.

« L'Envol des Cigognes », la parution associative du Grdr

Ce magazine associatif est porté par un groupe d'adhérents du Grdr qui travaille en étroite relation avec les salariés pour produire des articles, interviews, portraits, qui mettent en lumière des enjeux, des défis, des territoires pour lesquels le Grdr s'engage. L'envol des Cigognes donne la parole à des acteurs locaux, des partenaires, des salariés, traite des contextes dans lesquels évolue le Grdr. Cette parution a vocation à prendre de la hauteur sur des sujets clés du projet associatif du Grdr pour alimenter la réflexion de ses adhérents.

- N°41 : Raconter les migrations autrement
- N°40 : Le littoral ouest-africain – des écosystèmes précieux pour le vivant
- N°39 : Culture et migration

Les administratrices et administrateurs du Grdr (de juin 2024 à juillet 2025)

Membres du bureau (7) : *Jean-Marc Pradelle* - Président (ingénieur agronome retraité), *Doulo Fofana* – Vice-président (retraité, ancien coordonnateur de l'association pour la promotion de la langue et de la culture soninké, APS), *Daouda Ndiaye* – Vice-président (juriste, expert en éducation), *Mathilde Chassot* - Trésorière (chargée de mission évaluation), *Malick Khadra* - Trésorier adjoint (Enseignant, juriste), *Elisabeth Müller* – secrétaire du CA (ancien directrice administrative et financière d'ONG), *Marie-Jo Bernardot* – secrétaire adjointe du CA (retraitée – autrice).

Autres membres du CA (14) : *Mamadou Lamine Djiméra* –(gestionnaire avionic), *Al Ousseynou Cissokho* (Agent de développement local – Secrétaire de la Mairie de Goumbayel), *Hamidou Dia* (Enseignant-chercheur), *Faïza Elleuch* (spécialiste en évaluation), *Mamadou Fade* (animateur de développement), *Khady Ndiaye* (administratrice territoriale), *Jacques Ould Aoudia* (économiste), *Emmanuelle Latouche* (ingénieure agronome), *Cheïkhna ould Babacar* (enseignant retraité), *Rafaël Ricardou* (directeur de la Cité des métiers), *Kefing Sacko* (agent de paiement, retraité), *Ibrahim Sarr* (ingénieur agronome), *Abdoulatif Oumar Sow* (formateur), *Bernadette Thomas* (responsable du label des Cités des métiers, retraitée). *Michèle Quenardel* (professeure retraitée) et *Hadjiratou Ba*, maire de Gouraye et députée du Guidimakha) étaient observatrices au CA).

Les présidentes et présidents des Conseils d'Orientation et de Suivi

Salif Diatta (Ziguinchor), *Diéinéba Diallo* (Bakel), *Pierre Gouello* (Hauts-de-France), *Miranda Gomes Lopes* (Canchungo), *Oumar Ly* (Gorgol), *Ibrahima Thioye* (Guidimakha), *Ibrahim Traoré* (Kayes) et *Faiza Elleuch* (présidente de la filiale du Grdr en Tunisie).

CHAPITRE 1 :

LES QUARTIERS PRÉCAIRES D'ICI ET LÀ-BAS, DES TERRITOIRES PLEINS DE RESSOURCES

Souvent perçus de manière négative, les quartiers dits « précaires » sont le lieu où de nombreuses initiatives s'expriment. Peu visibles, marginalisées, rarement valorisées, ces actions expriment pourtant un engagement citoyen fort et réel. En effet, on réduit généralement l'engagement citoyen a une participation institutionnalisée (vote et taux de participation, mobilisation dans les instances politiques locales, négociations syndicales, etc.), mais c'est oublier qu'il s'exprime sous forme d'initiatives indépendantes, dynamiques qui répondent à des besoins de solidarité que les institutions ne peuvent ou ne veulent pas toujours satisfaire. Que ce soit à Conakry (Guinée), à Grigny ou à Sevran (France), à Sélibabi (Mauritanie) ou ailleurs, le Grdr travaille avec les autorités locales, le tissu associatif et les diasporas pour identifier ces initiatives, les documenter et, le cas échéant, les accompagner.

Encart N°1 : La notion de **quartier précaire** renvoie à une combinaison de facteurs : *précarité juridique* des résidents (absence de titre de propriété et/ou de statut foncier légal des occupants), *précarité résidentielle* liée à la solidité et à la vulnérabilité des logements (aux inondations, aux destruction), *précarité infrastructurelle* relative à l'insuffisance des services urbains de base (eau, assainissement, électricité) et d'équipement sociaux collectifs dans le quartier.

Des inégalités territoriales qui éloignent les quartiers précaires des processus de décision locaux

En France, dans les années 90, les politiques de rénovation urbaine s'intensifient et les cités ouvrières sont démolies. Les jeunes issus de l'immigration sont touchés de plein fouet par ces mutations économiques qui les excluent du marché et de la société. Ces enfants d'ouvriers, qui ne peuvent plus être ouvriers, sont progressivement perçus comme inemployables, voire dangereux pour l'ordre social. On assiste alors à une transition d'une « jeunesse ouvrière » vers une « jeunesse des quartiers populaires ». Emerge alors l'idée d'un "déficit de citoyenneté" les concernant.

En Afrique de l'Ouest, l'organisation territoriale, très centralisée sur les capitales, peine à dépasser les inégalités anciennes entre milieux urbains et ruraux en termes d'accès aux infrastructures et aux services essentiels. La transition urbaine récente, particulièrement rapide, fait émerger de nouveaux enjeux, en particulier pour la jeunesse, que ce soit au sein des capitales ou dans les villes intermédiaires.

Encart °2 : Le Grdr s'engage pour le développement urbain des quartiers de Koloma 2 et Wanindara Rail à Conakry

Face aux défis majeurs que rencontrent certains quartiers de Conakry (pauvreté, exclusion socio-économique, conflits intergénérationnels…) le projet « Bâtir la cohésion sociale dans les quartiers précaires de Conakry », financé par l'AFD, contribuera pendant 3 ans (2024-2027) à offrir aux jeunes de ces quartiers et notamment aux jeunes femmes des perspectives d'insertion professionnelle et économique, d'accès à l'éducation et à la formation, à la culture et aux loisirs. Son action repose sur une méthodologie basée sur la concertation et la création d'espaces d'échanges pour renforcer la confiance entre habitants, autorités locales et société civile, et favoriser le développement socioéconomique des 2 quartiers pilotes.

Ici comme là-bas, pour les jeunes et les femmes, cette marginalisation sociale et géographique entraine leur exclusion des instances de prise de décisions locales. De fait, on ne leur laisse que trop peu de place pour faire entendre leur voix, porter des revendications ou pour participer aux différentes actions de la « fabrique des villes » dont ils sont pourtant les plus nombreux représentants.

A Conakry par exemple, certains quartiers n'ont guère bénéficié d'investissements : dépourvus de services sociaux de base, ils sont devenus le théâtre de revendications sociales et de conflits qui menacent la paix et la cohésion sociale (*cf. encart n°2*).

Encart n°3 : Promouvoir l'accès à une information fiable et vérifiée au Mali

Le projet « Médias citoyens pour la paix et le vivre-ensemble / Ben Kunafoni **»** s'est déroulé entre 2021 et 2024. Il a été mis en œuvre par le Grdr, l'association malienne Azhar et le CCFD-Terre Solidaire, dans les régions de Bamako, Kayes, Mopti et Sikasso (au Mali) ainsi qu'au sein de la diaspora malienne en France. En mobilisant la société civile, les médias locaux et les autorités, ce projet a encouragé un dialogue constructif et la prise de conscience de l'importance de s'informer et d'informer de manière responsable. Cet enjeu est crucial dans un contexte où les réseaux sociaux prennent une place croissante comme vecteurs d'information. Grâce à la formation des professionnels des médias, à l'éducation aux médias des populations, et à la mise en place de comités de veille citoyenne et d'alerte**,** le projet a renforcé la capacité des communautés à produire, vérifier et diffuser une information fiable. Cette approche participative a contribué à freiner la désinformation, les discours de haine et les propos discriminatoires, tout en promouvant la paix. Son ancrage territorial, l'implication des acteurs locaux et la valorisation des initiatives citoyennes ont permis d'adapter les actions aux réalités du terrain et de renforcer le tissu social. Ben Kunafoni illustre ainsi le rôle central des médias dans la cohésion sociale.

Des quartiers précaires où jeunesses et immigration sont sur-représentées

En Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord (*cf. encart n°4*), une très large partie de la population de ces quartiers a moins de 25 ans (si ce n'est la majorité dans de nombreuses périphéries urbaines). Elle grandit sans perspective professionnelle ni épanouissement social. Les jeunes de ces quartiers ont peu accès à la formation et à l'emploi. Ils n'ont quasiment pas accès à la culture ni aux loisirs.

En France, près de 9,1 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 12,5 % de la population. Parmi elles, environ 2 millions résident dans ces quartiers qui comptent en tout 5,3 millions d'habitants. Le taux de pauvreté y est donc proche de 38 %, plus de trois fois supérieur au taux national. Or c'est justement dans ces quartiers que l'on constate une surreprésentation des immigrés et enfants d'immigrés (52% à l'échelle nationale et 64% en région parisienne- contre 21% sur l'ensemble du territoire national[1]). Cette concentration spatiale génère des difficultés parmi lesquelles une stigmatisation et des préjugés négatifs qui occultent l'ensemble des initiatives positives, individuelles ou associatives.

Encart n° 4 : Jeunesses, diaspora, jeunes femmes : trois moteurs d'une gouvernance locale inclusive en Tunisie

En Tunisie, les jeunes des petites villes provinciales subissent une triple marginalisation : manque d'opportunités (un tiers des jeunes est sans emploi ni formation), faible mobilité et invisibilisation. Les jeunes femmes en particulier (moins de 15 % des femmes participent à la gouvernance locale ou à la vie associative) subissent de plein fouet cette exclusion qui est la conséquence d'une conception conservatrice de la jeunesse, centrée uniquement sur les jeunes hommes. A Beni Khedache, comme dans bien d'autres provinces, les activités leurs sont majoritairement dédiées. L'absence des jeunes dans la vie publique accentue la crise du dialogue intergénérationnel et affaiblit l'espace civique, nourrissant désengagement, précarité, émigration irrégulière et tensions sociales. Face à cela, le Grdr adopte une approche territoriale, inclusive et pragmatique, valorisant les compétences des jeunes comme leviers de transformation au niveau local. Cela passe par des actions concrètes : foires artisanales portées par des jeunes femmes, animation d'espaces d'échange créés par et pour les jeunes, (les « Clubs Synergie »), ou mobilisation de la diaspora dans le forum « Jeunesses et Diaspora » (à Paris, novembre 2024). Ces initiatives renforcent leur rôle dans la cohésion sociale et restructurent les dynamiques de pouvoir autour de leur contribution active.

Des contextes vulnérables mais des initiatives solidaires multiples

En Afrique de l'Ouest, cette surreprésentation de la jeunesse suscite de nombreux défis pour faire de ces villes des lieux d'épanouissement et d'émancipation, que ce soit en matière de formation et d'insertion professionnelle, d'accès aux offres sportives, culturelles et de loisir.

1 INSEE 2025

Mais les initiatives solidaires, qu'il serait trop long d'énumérer ici, se multiplient, portées par les habitant.es, les organisations de la société civile ou par les diasporas. Ces jeunesses, nombreuses, constituent l'une des principales potentialités pour le développement des territoires (innovation sociale, initiatives économiques, etc.). Cette mobilisation autonome des habitants et des diasporas témoigne souvent de stratégies de résilience collective dans les territoires les plus vulnérables.

En France, les habitants de ces quartiers, parmi lesquels les immigré.es, les femmes et les jeunes, malgré les nombreuses difficultés de leur vie quotidienne, s'organisent et s'investissent dans des structures de proximité pour faire vivre le tissu social et économique, pour faire de la médiation, pour lutter contre les discriminations dont ils font l'objet.

Les défis pour le Grdr : accompagner les initiatives porteuses et les diasporas

Ici comme là-bas, le défi pour le Grdr est d'accompagner les porteurs de projets ou d'initiatives économiques, associatives ou culturelles (en particulier impulsées par les femmes). Cela passe par le renforcement de leurs compétences et de leur intégration dans les différents cercles d'échanges, formels et informels, pour que leurs aspirations soient prises en considération et pour créer des conditions favorables à la prise de paroles des femmes et des jeunes. Cela leur permettra de se positionner progressivement comme les acteurs incontournables du développement de leur territoire.

L'autre enjeu est d'accompagner les organisations des diasporas pour qu'elles s'affirment comme des actrices structurantes du développement durable des territoires, d'ici et de là-bas. L'objectif est de stimuler des espaces de concertation et de réflexion sur l'impact des initiatives diasporiques, en particulier sur leur articulation avec les plans de développement locaux, pour mettre en œuvre des actions de résilience (construction durable, adaptation des villes aux aléas climatiques, etc.).

Le Grdr a l'ambition de contribuer à améliorer les conditions de vie et d'inclusion des habitants en situation de vulnérabilité à travers la structuration de territoires plus justes, plus solidaires, capables de garantir des services adaptés, accessibles et durables.

Produire de la connaissance et des données pour aider à la prise de décision et valoriser les territoires

La production de connaissances fiables et actualisées est un enjeu majeur pour des territoires parfois marginalisés, toujours en mutations rapides. Elle constitue un levier qui permet à la fois d'éclairer les décisions politiques, d'améliorer l'impact des interventions, de promouvoir la participation citoyenne, de susciter le dialogue social, et de lutter contre les idées reçues. Au-delà des données produites, les méthodes d'animations territoriales utilisées permettent d'engager les actrices et les acteurs qui « font la ville » dans une réflexion collective sur l'avenir de leurs territoires. Elles permettent aussi de confronter leurs préoccupations et leurs points de vue avec les décideurs. Les données et informations produites constituent un socle de connaissances qui peut être décliné en outils d'éducation populaire (mallettes pédagogiques), de débats citoyens (concertations territoriales), de diffusion (portrait de villes, profils migratoires,

Témoignage n°1 :"Être animatrice, c'est semer les graines de la citoyenneté" de *Aminetou Mohamed Lemine Taleb Brahim*, *présidente de l'Association des Jeunes Créateurs d'Espoir (AJCE).*

Formée par le programme Graines de Citoyenneté, dans le cadre du Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur en Mauritanie (CAFAM, < Les Francas), elle a acquis des compétences en gestion de projet, en création d'animation et en communication interculturelle.

« Je travaille avec les enfants et les jeunes, car ils incarnent l'avenir et doivent être sensibilisés à leurs droits et à l'exercice de leur citoyenneté. Mon rôle va bien au-delà de l'animation : je crée du lien, j'écoute, je transmets des valeurs de paix et de démocratie. Les animateurs sont essentiels : ils connaissent les réalités du terrain et savent accompagner les jeunes avec pédagogie. Mon travail contribue à instaurer une culture du dialogue et du vivre-ensemble. En tant qu'animatrice, proche des réalités sociales, je peux aussi devenir une personne-ressource pour les autorités locales. »

monographies, atlas... – *voir chapitre « nos parutions » pour l'année 2024*), tous outils de transformations sociales.

Valoriser les compétences et les acquis

Plusieurs outils et actions permettent d'agir directement sur les difficultés rencontrées par les différents publics que nous accompagnons, tout en renforçant la cohésion sociale et la résilience des territoires aux chocs socio-climatiques et sécuritaires. Par exemple, nos méthodes d'accompagnement à l'insertion socio-professionnelles valorisent à la fois les compétences et les acquis individuels, facilitent leur intégration dans la société, et améliorent les conditions de vie. Ainsi, dans les quartiers précaires de la périphérie de Conakry où l'accompagnement à l'autonomisation des jeunes contribue à la paix et à la cohésion sociale. Le certificat d'aptitudes aux fonctions d'animateurs (CAFAM) mis en place en Mauritanie dans le cadre du programme « Graines de Citoyenneté » permet à la fois de valoriser et de renforcer les compétences des jeunes qui participent à ce dispositif et de consolider le tissu associatif local, vecteur de lien intergénérationnel et de solidarité (*cf. témoignage n°1 d'Aminetou Mohamed Lemine Taleb Brahim*).

A Grigny et Sevran, le dispositif « Culin'Aires » permet de lutter contre la précarité alimentaire, et de contribuer à améliorer les conditions de vie de femmes en situation de précarité, tout en mettant à disposition des territoires, des espaces dits de « de transitions »[2] *(cf. entretien avec Véronique Bartebin en page 21*).

Pour le Grdr, l'appui à l'amélioration des services essentiels (accès à l'eau, à l'assainissement, à la gestion des déchets), ou l'accès aux droits fondamentaux (logement, alimentation, droits sociaux) ne peut à terme produire de résultats et contribuer à améliorer les conditions de vie dans ces quartiers, qu'à la condition de mettre les habitant.es au cœur des décisions qui les concernent (*cf. encart n°5*).

Encart n°5 : A Sélibabi, mobiliser les acteurs locaux pour mettre en place un service public de ramassage et de gestion des déchets

A Sélibabi, une étude réalisée par le Grdr a démontré que 69% des ménages jettent leurs déchets dans les rues, les caniveaux ou les marigots de la commune. Rarement ramassés, parfois brûlés, ils s'amoncellent, dégagent une odeur pestilentielle, propagent des maladies, affectent le développement économique et contaminent l'environnement. Des groupes de jeunes s'organisent régulièrement pour nettoyer et collecter les ordures dans certains quartiers, parfois équipés et rémunérés par des associations, notamment de la diaspora. Mais ils sont peu structurés et sous-équipés. Pour remédier à cette situation, le Grdr, en partenariat avec la commune de Sélibabi et l'association des ressortissants de Sélibabi vivant en France « Agir pour Sélibabi », a coconstruit un projet pilote de ramassage des déchets qui couvre quatre quartiers centraux de la ville. Cofinancé par l'AFD et le Syndicat Intercommunal de gestion des ordures ménagères de la métropole parisienne (SYCTOM), ce projet de développement local participatif a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des habitants de la ville de Sélibabi en les mettant en situation de construire un service communal inclusif et durable de gestion des déchets.

[2] Lieux de production type « cuisine aux normes » au sein desquels les personnes peuvent renforcer leurs compétences sur le métier, tester leurs activités et disposer d'un suivi social.

Encart n°6 : Une année structurante pour l'Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au Grdr !

L'année 2024 au Grdr a été marquée par la fin de la première phase du programme « ODDyssée : les migrations font bouger le monde » qui pendant 4 années a mobilisé acteurs socio-éducatifs, élus et agents territoriaux, jeunes et acteurs associatifs pour valoriser les migrations comme leviers d'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). De plus en plus sollicités à la fois par les collectivités locales, les acteurs d'éducation et d'éducation populaire et de la recherche, le Grdr et ses partenaires [Ligue de l'Enseignement, Institut Convergence Migrations (ICM)] ont construit une suite au projet ODDyssée (2024-2027, soutien de l'AFD), afin de poursuivre les sessions de form'actions, l'animation des espaces de dialogue et l'organisation des « Prix Jeunesses et Migrations » pour déconstruire les idées reçues sur les personnes migrantes.

En parallèle du projet ODDyssée, le Grdr s'est engagé en 2024 dans trois projets au sein de consortiums européens : le projet Erasmus+ *D²IMIG** pour élaborer des outils de sensibilisation aux migrations à dimension européenne ; le projet Erasmus+ *MEETT*** permettant de créer un outil de mesure d'impact des activités d'éducation aux migrations ; et enfin le projet DEAR *You(th) Care for Change* qui vise à renforcer les capacités des jeunes à s'engager pour faire face aux multiples crises qui affectent leurs territoires.

A travers ces projets, le Grdr s'engage autour du triptyque de l'ECSI « Informer-Comprendre-Agir » : informer sur les idées reçues qui circulent sur les migrations, comprendre que les migrations permettent d'atteindre les ODD, agir sur les territoires en faveur du vivre-ensemble.

** D²IMIG (Dialogue pour la Diversité, l'Inclusion et la Migration et l'amélioration des offres d'apprentissage pour les adultes)*
*** MEETT: Migration Education Evaluation Transformative Tools*

ENTRETIEN AVEC... FRANCE MICHEL

France Michel est Directrice des missions sociales de la Fondation pour le logement des défavorisés *(anciennement Fondation Abbé Pierre) depuis 2024. A travers la direction des missions sociales, la fondation accompagne et finance chaque année plus de 800 projets de lutte contre le mal-logement, en France et à l'international. Pendant plus de 10 ans, la Fondation a financé des activités du Grdr sur le pôle littoral (projets « Habitat durable » à Canchungo et à « Boké »). Depuis 2022, cet accompagnement se poursuit en Mauritanie, à Kaédi et Sélibabi. Observant les impacts et capitalisant sur ces actions, les missions sociales nourrissent le plaidoyer et l'interpellation politique qui sont les autres actions majeures de la fondation.*

Madame Michel, comment définiriez-vous la précarité et les inégalités aujourd'hui ?
La précarité est une notion multidimensionnelle et qui, évidemment, ne se limite pas à la question des faibles revenus. Nous n'avons pas d'entrée par « public » à la Fondation. Notre porte d'entrée, c'est celle du mal-logement qui se superpose à la question de la précarité. Nous spécialisons les moyens mis en œuvre en fonction des situations de mal-logement vécues par les personnes. Nous défendons une vision universelle du droit au logement et d'un logement digne pour toutes et tous. Que ce soit ici ou ailleurs, sans habitat pérenne, confortable, sécure et digne, comment peut-on parler droit à la santé, à une alimentation saine, à l'éducation et envisager une vie sociale, familiale, tout ce qui fait le bien-être de tout être humain ? Ce n'est pas possible. Les « quartiers précaires », ce sont aussi des lieux où le taux de chômage est bien plus élevé que la moyenne nationale et où se posent des enjeux d'économie grise, de sécurité, etc. Nous essayons de prendre en compte tous ces enjeux à travers des axes d'intervention transversaux, pour avoir un impact le plus durable possible.

Les enjeux sont-ils les mêmes en Europe et en Afrique ?
Les principes que nous défendons sur la question des inégalités de genre, de l'environnement, la capacitation s'appliquent aussi bien dans nos projets en France qu'à l'international. Ce sont des enjeux sous-jacents, mais qui sont partagés et qui restent fondamentaux pour atteindre l'objectif final. Mais on ne peut pas dire que la réalité de ce que vivent les personnes soit la même dans tous les pays. Le niveau de confort, la protection sociale, l'environnement peuvent être drastiquement différents. En revanche, nos ambitions, qui sont la traduction de nos valeurs, et nos méthodes de travail sont les mêmes à l'international et en France.

De quels leviers et modes d'actions disposons-nous pour lutter contre ce phénomène ?
Notre métier est de déployer l'action de lutte contre le mal-logement, de façon complémentaire à d'autres leviers que sont la production de connaissances, les études et le plaidoyer. Nous finançons des projets de lutte contre le mal-logement en France et à l'étranger, à hauteur de 20M€ chaque année. Nous participons par exemple à la réalisation de travaux d'amélioration ou de construction pour que les personnes qui en sont exclues aient accès à un logement digne, performant, confortable, adapté à leurs besoins. Pour autant, nous ne catégorisons pas par profil, que ce soit en termes d'habitat, d'âge, de genre ou autre… Avoir une entrée par « public » comporte des écueils que nous voulons éviter : celui de la concurrence entre ceux qui seraient plus ou moins légitimes et ceux pour lesquels il faudrait réagir avec plus ou moins d'urgence. En travaillant sur le droit au logement, nous luttons aussi contre la privation des droits sociaux au sens large (droit au travail, droit au chômage, protections sociales et familiales…).

Vous veillez également particulièrement à soutenir les initiatives qui émergent dans les quartiers…

On sait que dans les quartiers il y a du dynamisme à valoriser et à accompagner. Notre façon de fonctionner est d'accompagner les projets que l'on voit émerger du territoire plutôt que de plaquer, sous quelque forme que ce soit, une lecture type « appel à projets » qui amènerait les acteurs à se conformer à la grille de lecture que nous aurions.

L'objectif est à la fois de changer concrètement le quotidien des personnes qui vivent dans des conditions difficiles et d'essayer de changer les représentations sociales négatives associées à la pauvreté. Cela passe par les personnes elles-mêmes et la nécessité de leur donner la possibilité d'agir par elles-mêmes. Cette approche nécessite pour tout le monde, y compris nous-mêmes, de lâcher prise et d'abandonner une forme de pouvoir que l'on a lorsqu'on dit qu'on sait ce qu'il faut faire.

10 ans de partenariat entre la Fondation pour le Logement des défavorisés et le Grdr au service de l'habitat des plus vulnérables

Depuis une dizaine d'années, la Fondation pour le Logement les défavorisés (ex-Fondation Abbé Pierre) accompagne le Grdr en Guinée Bissau (de 2013 à2019) puis en Guinée Conakry (de 2019 à 2022). Depuis 2019, le Grdr s'est engagé aux côtés de 10 autres partenaires internationaux de la Fondation dans une étude transversale de capitalisation de projets qui alimente les processus de réflexion sur les méthodes et pratiques qui permettent de répondre aux attentes et aux besoins des habitant.es des quartiers. Ce processus de capitalisation a abouti à une publication « Agir pour les habitants des quartiers précaires » ainsi qu'à la mise en place d'une communauté numérique « *Housing Learning Lab* ». Ce réseau apprenant regroupe des praticiens engagés sur la question de l'habitat précaire à l'international.

Le Grdr y participe à travers la publication d'articles des webinaires de partage de pratiques et des formations. Ces échanges ont abouti à un projet commun en Guinée-Bissau, « Habiter et mieux vivre dans les non-lotis », qui a démarré en 2020, porté par Craterre aux côtés d'Urbasen, Urbamonde de Yam Solidarité et du Grdr.

Vous nous avez dit précédemment que la production de connaissances est un levier essentiel

C'est souvent assez compliqué de pouvoir analyser les dynamiques en cours, parce que ce sont des dynamiques très mouvantes, souvent complexes. Nous avons neuf agences régionales qui produisent des études et des statistiques. C'est notre première grille de lecture de la réalité des territoires qui nous permet de mettre en œuvre la stratégie territoriale de lutte contre le mal-logement. Nous participons ainsi à la dynamique locale, départementale, parfois régionale, autour de la prise en compte de la situation des personnes, quelles qu'elles soient. Nous avons aussi une direction des études qui permet de produire de la connaissance macro et d'analyser les tendances et les réponses politiques à l'œuvre ou affichées.

Quelle place faut-il selon vous donner au plaidoyer pour lutter contre le mal-logement, la pauvreté et l'exclusion ?

Pour la Fondation, c'est un enjeu politique et un enjeu de solidarité, ce n'est pas uniquement l'affaire de financeurs privés, que nous sommes par ailleurs. C'est pourquoi, même si nous sommes un financeur privé qui permet la réalisation de projets, nous nous positionnons aussi et avant tout comme interlocuteurs, voire interpellateurs des pouvoirs publics pour faire bouger le cadre et enclencher des changements durables dans la société. Le raz-de-marée électoral d'extrême droite nous a amenés à avoir une forme de repositionnement : nous savons que les projets associatifs portés par des personnes en situation d'exclusion ou qui luttent contre toute forme d'exclusion sont mis à mal en cas d'arrivée au pouvoir local de l'extrême droite ; il faut donc donner la priorité à ces projets-là. Interpellation, participation aux instances locales, alliances avec les associations, les aider à se développer, à monter en puissance… nous tentons d'activer tous les leviers à notre disposition.

Entretien avec… Véronique Bartebin

Chargée de mission dans la lutte contre la précarité alimentaire au sein du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Grigny (Essonne). Elle est l'interlocutrice du Grdr sur le projet « Culin'Aires » *conçu pour soutenir l'insertion socio-économique de femmes issues de quartiers prioritaires, à travers la valorisation de leurs savoir-faire culinaires. Il s'appuie sur la création de restaurants ou traiteurs solidaires, comme les Mamas de Grigny. Ce dispositif contribue à mettre à leur disposition des espaces au sein desquels elles peuvent renforcer leurs compétences, tester leurs activités et disposer d'un suivi social*

Pouvez-vous nous expliquer en quoi ce projet se différencie des autres à Grigny ?

Le projet permet d'offrir des repas à des personnes qui ne peuvent pas cuisiner chez elle. A Grigny, beaucoup d'associations délivrent des aides alimentaires. Mais les personnes n'ont pas toujours de cuisine, et ne sont donc pas toujours en capacité de transformer les produits. Et puis avec ce projet, on permet aux personnes d'avoir des repas chauds. Il représente donc une offre complémentaire de l'offre alimentaire déjà existante sur le territoire.

Avez-vous des retours des bénéficiaires, que pensent-ils/elles de ce projet ?

En général, et jusqu'alors, les bénéficiaires sont plutôt contents. Ils apprécient les repas ! Un certain nombre sont là depuis plusieurs mois et sont ponctuels pour venir les chercher. Ils viennent une ou deux fois par semaine, en fonction de leur situation. On a aussi des retours très positifs de la qualité des repas. Globalement sur la présentation, les contenants, la diversité des repas, je crois que c'est apprécié par tous les bénéficiaires.

Quelle est selon vous la plus-value du partenariat avec les Mamas de Grigny dans ce projet ?

Avec ce projet, on favorise l'intégration d'un public en précarité. C'est à la fois une action solidaire et d'aide à l'insertion des Mamas pour essayer de trouver une solution moins précaire que la vente à la sauvette. Ça leur donne un cadre légal en s'intégrant à une association. En même temps, elles sont aidées mais elles donnent, elles rendent et aident d'autres personnes qui sont en situation de précarité. Il y a vraiment un échange très intéressant au niveau des personnes. Et c'est vrai qu'au niveau des bénéficiaires, il y en a certains qui, à chaque fois qu'ils viennent, remercient les Mamas pour tout ce qu'elles font. Ils sont vraiment très, très, reconnaissants.

Selon vous, quelles seraient les autres forces dans ce projet ?

La force, pour moi, c'est de pouvoir travailler entre institutions et associations, de pouvoir construire, un projet ensemble qui aille dans la même direction et qui aide des publics différents. C'est un projet qui permet aussi de favoriser le lien social avec des personnes en situation de précarité avec lesquels on n'avait pas de contact jusqu'à présent. Un autre point fort : c'est de pouvoir travailler dans un cadre interculturel. Cela permet d'apprendre à se connaître les uns les autres, se découvrir. L'atout c'est vraiment ça, l'interculturalité ; c'est très important.

Avez-vous observé une évolution des femmes dans la manière de gérer leur projet ?

Je trouve que les dames ont évolué. Même si le travail de coordination a été long à se mettre en place, elles ont appris à se répartir les tâches au niveau de la cuisine, tant au niveau de la préparation qu'après, c'est-à-dire au niveau de la mise en barquette et du nettoyage de la salle. Les femmes ont aussi bénéficié d'une formation en hygiène alimentaire, et ça, c'est un atout important. Bon, je pense qu'il faudrait faire une piqûre de rappel. C'est peut-être aussi une autre faiblesse et c'est normal. Quand on fait une formation, au départ, on applique, et puis après on le fait moins. Cuisiner chez soi et cuisiner en collectivité, ce n'est pas pareil. Ce sont des choses qu'il faut qu'elles intègrent progressivement et qui sont d'autant plus importantes avec le projet du restaurant solidaire…Ce que je trouve important, c'est qu'elles sont en général, régulières. Cela n'est jamais arrivé de ne pas avoir de dames pour cuisiner. On a toujours réussi à proposer des assiettes. Le groupe s'est créé une routine, une habitude régulière. Elles sont très constantes, et ça, c'est fondamental.

CHAPITRE 2 :

TERRITOIRES INTERDÉPENDANTS ET ENJEUX COMMUNS

Dans de nombreux territoires, l'accès à des ressources partagées (les « communs ») - un point d'eau, des pâturages, des ligneux…- se régule grâce à des arrangements dynamiques entre les différentes catégories d'usagers qui vivent à proximité. Des mécanismes d'accueil sont mis en place pour faciliter l'intégration de nouveaux venus. Toutefois, l'accélération de certaines tendances perturbe fortement les capacités locales de régulation. Par exemple, les flux de marchandises et de personnes ne cessent de s'allonger et de se diversifier, tout comme les flux immatériels (discours, images…). Des territoires et des acteurs géographiquement très éloignés sont désormais reliés et s'influencent les uns les autres. D'autre part, la croissance démographique, les changements climatiques ou encore la promotion de la propriété privée individuelle et des investissements industriels pèsent lourdement sur les possibilités et modalités de régulation locale.
Des collectifs internationaux se constituent autour d'enjeux communs tels « Via Campesina » pour défendre le droit à la souveraineté alimentaire et des paysanneries, ou le « Pacte de Milan » pour promouvoir la durabilité de l'alimentation des villes. Inspirés par leurs membres qui agissent à des échelles locales, ils entendent peser en faveur de règles propices à la réduction des inégalités.
Comment le Grdr, association multi-située à fort ancrage territorial, prend-elle en compte et agit-elle sur les interdépendances ?

Révéler les interdépendances

En premier lieu, le Grdr révèle la nature et le poids des interdépendances qui existent dans et entre les territoires où il agit. En effet, les territoires sont généralement envisagés dans le cadre de leurs limites administratives strictes. Le Grdr préfère les appréhender dans leurs relations et leurs connexions aussi bien avec leurs voisins immédiats qu'à l'échelle transfrontalière et internationale.

L'histoire du peuplement, la caractérisation de la mobilité des personnes ou des flux de marchandises, tout particulièrement des denrées alimentaires, font l'objet d'une attention particulière compte-tenu de leur importance pour les territoires.

La coproduction de « profils migratoires » - *(cf. partie « nos publications » p. 38*) illustre l'enchevêtrement des territoires à des échelles géographiques très variées. Le travail réalisé en 2024 dans le cadre du profil « Le monde dans Matam et Matam dans le monde » fait ressortir que dans ce département, il est impossible de planifier l'avenir sans intégrer la problématique de l'accueil des ressortissants nés ailleurs, ou en ignorant le poids des diasporas dans les dynamiques territoriales. Le radar de compétences des personnes en mobilité- émigrées comme immigrées- et de

Témoignage°1 : Témoignage de Malick Ba, Secrétaire Général de la commune de Matam

« *La dynamique migration et développement est un levier central des mobilités humaines et c'est encore plus vrai à l'échelle du Sénégal, de la région de Matam et également de la commune. Historiquement, le Sénégal est un pays marqué par des flux migratoires intenses, principalement internes mais également internationaux. Dès les années 1960, les migrations vers la France et d'autres pays européens se sont intensifiées, du fait de l'aridité climatique, du manque d'infrastructures et des opportunités économiques limitées. Cette tradition migratoire a créé des liens entre les diasporas et les populations locales, profondément ancrés dans le tissu social. Comprendre ces mécanismes, les intégrer dans la planification du développement territorial et surtout les valoriser est un enjeu stratégique pour une commune en quête d'un avenir durable et inclusif. C'est dans cette optique que la commune a souhaité jouer un rôle actif dans l'élaboration du profil migratoire de Matam, en participant pleinement aux ateliers de concertation et à la collecte des données qualitatives et quantitatives. Les outils d'analyse mis en œuvre ont permis de mettre en lumière les multiples facettes de la migration : au-delà des flux et des chiffres, ce sont des trajectoires humaines qui se dessinent. Ces données enrichissent considérablement la compréhension des liens socioéconomiques et culturels qui unissent les Matamois de la diaspora à leur territoire d'origine. Le profil migratoire devient ainsi un outil précieux d'aide à la décision, permettant de mieux orienter les politiques publiques locales, tout en renforçant les synergies avec les acteurs de la migration. Ce profil renforce aussi nos éléments de dialogue avec les partenaires techniques et financiers internationaux à savoir l'Union européenne, l'AFD, l'OIM, le PNUD, en présentant des éléments chiffés et concrets.* ».

leurs collectifs, met en évidence les ressources matérielles et immatérielles qui peuvent être mobilisées pour les territoires.

L'étude des systèmes alimentaires permet d'appréhender le degré d'extraversion des régimes alimentaires et d'identifier les actions à mener pour une meilleure maîtrise locale des chaînes alimentaires (*cf. encart n°2*). Au Guidimakha (Mauritanie), où les indicateurs de sécurité alimentaire relèvent moins du niveau de la production locale que du prix du riz et du blé sur les marchés mondiaux et des possibilités d'échange avec les pays voisins, est-il pertinent de concentrer les efforts sur une production céréalière locale devenue marginale ? Comment mieux mettre à profit le dynamisme de l'élevage pour garantir la sécurité alimentaire régionale ? Dans la ville de Ziguinchor et son arrière-pays (Sénégal), est-il préférable de soutenir l'émergence d'une filière maraîchère à même de se substituer progressivement à l'importation de légumes des Niayes ou faut-il négocier de meilleures conditions avec les acteurs des filières en place ?

Autant de questions posées grâce à ces études et discutées au sein de collèges multi-acteurs qui permettent d'ouvrir de nouvelles pistes d'actions tout en mettant en débat la difficile notion de « local » (*cf. encart n°1*).

Encart n°1 : « Le local », une notion plus ardue qu'elle ne parait

La notion de « local » est couramment mobilisée, par exemple lorsque l'on aborde les enjeux alimentaires. Selon une approche commune, un aliment serait « local » dès lors qu'il est produit dans un pays ou un territoire considéré. Mais comment qualifier le riz irrigué du delta du fleuve Sénégal dont la production nécessite l'importation d'équipements, de carburant et d'intrants dont les prix et la disponibilité fluctuent fortement ? Et comment considérer les pâtes sortant d'une usine locale mais produites avec du blé importé ? Ces exemples illustrent la pertinence des approches systémiques et multiscalaires pour traiter des enjeux alimentaires, évaluer ce qu'il est possible de faire localement et ce qui relève d'autres sphères géographiques et décisionnelles.

Encart n°2 : Système alimentaire, plan alimentaire… de quoi s'agit-il ?

Le système alimentaire est « *la façon dont les hommes s'organisent, dans l'espace et dans le temps, pour obtenir et consommer leur nourriture* » (Malassis, 1994), que cette nourriture soit produite sur place ou importée Cette notion, complexe, permet donc de traiter à la fois de la production, de la transformation, de la commercialisation, de la consommation alimentaires et de la manière dont ces différents maillons interagissent entre eux.

Un plan alimentaire (territorial) est un outil mobilisé par des collectivités locales (communes, départements, régions et leurs regroupements) pour agir sur le système alimentaire de leur territoire. En fonction de leurs compétences, de leurs ressources et de leurs orientations politiques, les collectivités planifient et réalisent des actions – généralement à horizon 1-5 ans- touchant aux différents maillons du système alimentaire. La mise en place de cantines scolaires permet par exemple d'influencer la consommation alimentaire (composition des menus, information des élèves) mais peut aussi contribuer à orienter les systèmes de production agricoles du territoire ou d'ailleurs (par le biais des cahiers de charges pour des commandes en circuit court). Les collectivités locales peuvent par ailleurs peser sur la régulation foncière et économique (préservation - ou pas - de terres agricoles, favorisation de l'installation d'agriculteurs, d'entreprises agro-alimentaires, etc.) et se mobiliser avec d'autres pour que les pouvoirs publics optent pour des mesures favorables à une alimentation durable : régulation de la publicité, limitation de la concentration économique dans les chaines alimentaires…. Et plus généralement, le plan alimentaire territorial est un outil de mobilisation collective à travers lequel élus ou simples citoyens échangent autour des enjeux alimentaires et agricoles.

Renforcer et accompagner la maîtrise locale des interdépendances

Des pistes d'action sont explorées. Elles visent à déterminer à quelles conditions les collectivités locales et leurs partenaires peuvent agir, même modestement, sur les interdépendances.

Par exemple, dans plusieurs territoires, l'urbanisation et les changements climatiques supposent une meilleure coordination des usagers qui se partagent les ressources en eau. Quelles actions les villes de Sélibabi, Gouraye et Bakel peuvent-elles engager pour préserver cette ressource et préserver sa qualité tout en s'inscrivant dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du fleuve Sénégal (SDAGE) ? (*Cf. encart n°3*)

A l'échelle transfrontalière toujours, le Grdr se mobilise à Bakel, en faveur des entrepreneuses des filières arachide et niébé, deux légumineuses importantes dans l'alimentation et adaptées pour intensifier durablement la production agricole. Par leur activité, ces entrepreneuses relient des producteurs du Sénégal et du Mali à des consommateurs de Bakel et de l'Assaba en Mauritanie et participent, à leur échelle, à l'intégration économique de la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Mais quel dispositif doit-on envisager pour sécuriser ces entreprises agro-alimentaires artisanales insérées dans les flux marchands sous régionaux ? (*Cf. Témoignage n°2 – Mme Farmata Ba*).

Encart n° 3 : La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) comme alternative durable pour la préservation des ressources en eau

Dans la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal, les effets du changement climatique ne sont plus une simple hypothèse. Il s'agit d'une réalité qui affecte les 4 millions de personnes qui y vivent, comme l'illustrent les récentes inondations à Sélibabi (2019), Bakel et Gouraye (2024). Ces événements soulignent l'urgence d'une action collective et la recherche de solutions transfrontalières. La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) s'impose comme une approche durable, alliant sensibilisation aux enjeux climatiques, préservation des ressources en eau et amélioration des services essentiels (hydraulique et assainissement).

Depuis 2022, le Grdr facilite le dialogue entre les acteurs de Bakel (Sénégal), Gouraye et Sélibabi (Mauritanie) autour de ces problématiques communes liées à l'eau. Il mène des actions pour réduire les inégalités sociales et géographiques (centre et périphérie des villes) dans l'accès aux services essentiels. A cet effet, cent latrines familiales ont été construites, 1,2 km de réseau d'eau étendu et près de 9 600 personnes sensibilisées aux enjeux urbains dans ces trois territoires.

Ces interventions combinées contribuent à assurer la qualité de l'eau du fleuve Sénégal. In fine, le programme « Maitrise et Adaptation des Villes Intermédiaires au Sahel (MAVIL) ambitionne d'accompagner ces trois collectivités à intégrer les orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du fleuve Sénégal (SDAGE) de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) dans leurs plans locaux de développement.

Plus généralement, le Grdr conseille les collectivités locales pour qu'elles agissent en tenant compte des interdépendances qui les relient aux autres territoires. C'est notamment le cas sur le sujet de l'alimentation durable, par exemple dans le cadre du plan alimentaire territorialisé (PAT) de Rufisque, que le Grdr accompagne dans la mise en place de cantines scolaires, approvisionnées en circuits courts pour dynamiser le tissu économique local. Mais ces collectivités territoriales peuvent-elles réellement sécuriser le « foncier agricole » en périphérie de Dakar ou bien la disparition de celui-ci est-elle un processus inéluctable ? A travers les commandes de leurs cantines scolaires ont-elles un impact sur des filières à fortes retombées socio-économiques locales ou les volumes en jeu sont-ils trop faibles ? Peuvent-elles agir sur la régulation de l'information des « mangeurs » ? Et enfin, quel dialogue engager avec les pouvoirs publics pour faire évoluer favorablement le cadre national et international de régulation pesant sur les systèmes alimentaires ? Autant de questions qui amènent les acteurs du territoire (au cœur desquelles se trouvent les collectivités territoriales) à prendre conscience des enjeux pour faire entendre leurs voix auprès des principaux décideurs.

L'action des collectivités locales est déterminée par leurs capacités à mobiliser des ressources financières, de l'expertise et des partenariats. Les diasporas jouent souvent ici un rôle crucial dans l'enrichissement des réflexions et des possibilités locales, particulièrement dans le domaine de la

production agricole, de l'artisanat agro-alimentaire ou de la distribution alimentaire.

Construire un plaidoyer collectif autour d'enjeux partagés

Parallèlement aux réalisations concrètes sur le terrain, citées précédemment, le Grdr favorise aussi les échanges d'expériences et de pratiques entre les acteurs investis sur des problématiques communes. Le département et la ville de Ziguinchor ont ainsi pu profiter du retour d'expérience acquis dans la mise en œuvre du plan alimentaire de Rufisque, que nous accompagnons depuis 2017. Ils ont ainsi pu s'engager eux-mêmes dans l'élaboration de leur propre politique alimentaire, sur les meilleures bases. Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole (3M) en France) et le Département de Rufisque au Sénégal échangent, dans le cadre d'une coopération décentralisée, sur les moyens de promouvoir une alimentation durable sur leurs territoires respectifs (« enjeu commun »).

Les élus, les services techniques, des acteurs économiques des systèmes alimentaires et la recherche sont historiquement parties prenantes. Tous deux membres du « Pacte de Milan », Rufisque et « 3M » pourront mettre en perspective leurs expériences à l'échelle internationale.

Le Grdr lui-même se mobilise dans des réseaux avec ses pairs. Ainsi, au sein du Collectif 5 Deltas, dont il est membre fondateur, il apporte une contribution remarquée à l'animation de temps de réflexion multi-acteurs sur les enjeux du littoral ouest africain ou encore sur la production de connaissances sur l'évolution des territoires de mangrove *(cf. encart n°4).*

Encart n°4 : Les 10 ans du Collectif 5 Deltas (C5Δ)

Le C5Δ célèbre 10 ans d'engagement pour la préservation des mangroves des deltas des fleuves Sénégal, Saloum, Gambie, Casamance et Rio Cacheu, répartis dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest. Cette région, dotée de la plus forte densité d'estuaires au monde, forme un corridor écologique unique, vital pour la protection des côtes et de la biodiversité marine. Les mangroves qui soutiennent diverses activités économiques locales font face à de graves menaces : surpêche, élévation du niveau de la mer, déforestation et pollution. Les pressions socio-économiques et touristiques mettent en péril les modes de vie traditionnels. La gouvernance est rendue compliquée par des faiblesses institutionnelles et des conflits d'intérêts qui rendent indispensable une coordination régionale renforcée. Créé en 2014, le C5Δ fédère ONG, associations et chercheurs pour promouvoir des échanges transfrontaliers scientifiques, techniques et culturels. Il œuvre à la conservation des ressources naturelles, au développement de stratégies collectives d'adaptation au changement climatique et à la création d'espaces de réflexion partagée. Le Grdr est partie prenante de ce collectif à travers notamment ses équipes de Ziguinchor et de Canchungo. Il produit des outils de connaissance (atlas, story-maps) et renforce les dynamiques locales nationales comme la Plateforme nationale des paysages de mangroves de Guinée-Bissau (PLANTA) à l'échelle sous régionale.

En France et en Europe de l'Ouest, il apporte une contribution à la réflexion croisée sur les politiques publiques destinée aux fractions les plus précaires de la population, comme dans le cadre du projet INVOLVE « Vers une participation citoyenne renforcée dans les services publics en Europe (cf. Encart n°5).

Encart n°5 : INVOLVE - Vers une participation citoyenne renforcée dans les services publics en Europe

Le projet européen INVOLVE (2023-2026), organisé en consortium dont le Grdr est membre, consiste à élaborer des stratégies pour réduire les inégalités sociales, économiques et politiques Il s'appuie sur une analyse quantitative des relations entre démocratie et inégalités, t en impliquant des groupes vulnérables de huit pays européens comme co-chercheurs.

Plus particulièrement, il explore la « qualité » des services publics (accessibilité, responsabilité, inclusion) et redéfinit la participation des usagers dans les domaines de l'emploi, la santé, le logement et l'éducation. Il cherche à dépasser la vision passive de l'usager en le plaçant comme acteur stratégique capable d'influencer les politiques sociales. À travers des projets pilotes concrets, INVOLVE développe des outils de recherche-action pour renforcer l'expression des citoyens et initier des changements tangibles dans les services publics via des recommandations politiques.

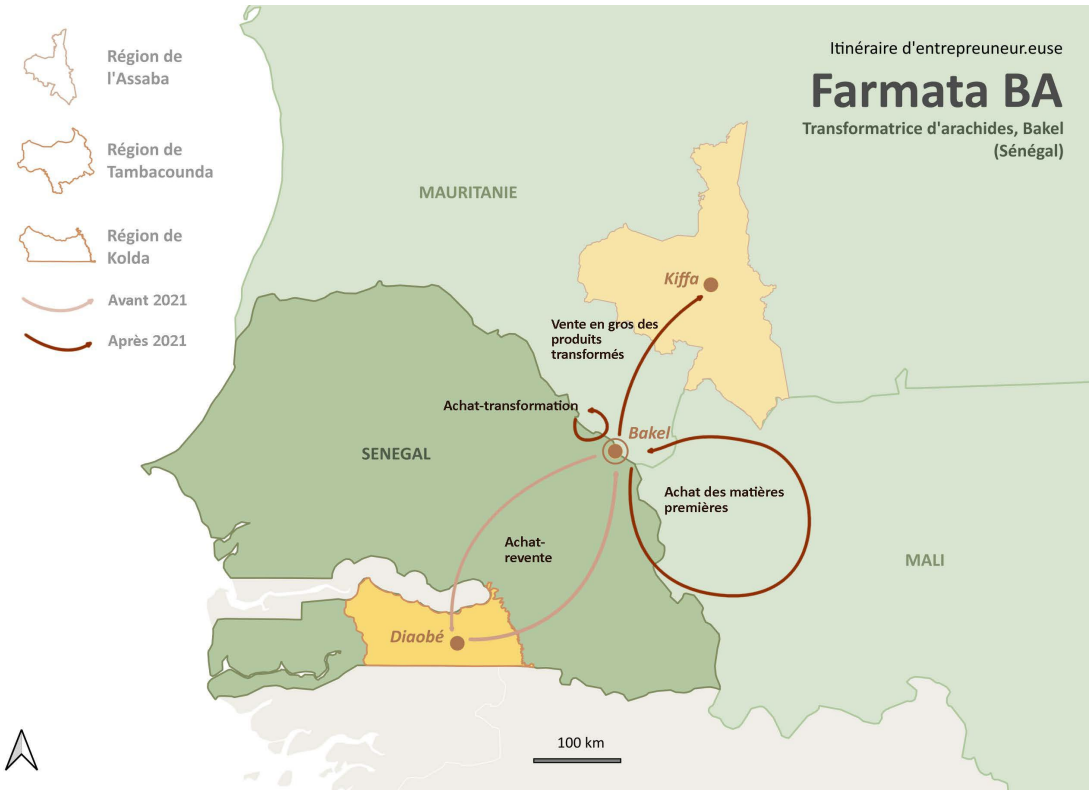
Enfin, la démarche partenariale — entre société civile (ONG, réseaux d'insertion) et monde académique (ici des chercheurs de l'EHESS) — constitue un levier innovant. Elle favorise une articulation efficace entre expertise de terrain et rigueur scientifique, avec pour ambition d'étendre ces approches à l'échelle européenne et de favoriser une gouvernance plus participative, fondée sur la confiance et l'amélioration de la qualité de vie.

Encart n°6 : L'engagement du Grdr aux côtés de la Coordinations des Elus Français d'Origine Malienne (CEFOM)

En 2024, le Grdr a poursuivi son engagement aux côtés des diasporas et des acteurs institutionnels dans la promotion de la paix et du développement. Partenaire actif de la CEFOM, le Grdr a contribué à certains de ces temps forts cette année, notamment lors des deux forums organisés en France par la CEFOM qui ont permis d'interroger la place des diasporas dans les réponses aux crises et la consolidation de la paix en mobilisant de nombreuses associations de ressortissants, des élus et des chercheurs pour analyser les dynamiques migratoires, économiques et sociales dans le contexte de crise actuel et de réfléchir aux relais intergénérationnels nécessaires pour pérenniser des actions solidaires. A Kayes, la CEFOM a organisé au mois de novembre le Forum international de la résilience climatique au cours duquel est intervenu au nom du Grdr Ibrahim Sarr, membre du CA et du Conseil d'Orientation et de Suivi (COS) pour réaffirmer l'importance d'une approche concertée intégrant les diasporas, les collectivités et la société civile, pour que la région de Kayes puisse devenir un laboratoire de la résilience climatique.

Témoignage de Farmata BA, entrepreneuse individuelle à Bakel (Sénégal)

« *A 42 ans et maman de deux enfants, je me suis lancée dans le commerce de vêtements après le décès de mon mari, pour entretenir ma famille. Puis, j'ai développé le commerce de la pâte d'arachide que j'achetais au marché sous-régional de Diaobé (région de Kolda) pour la revendre à Bakel. En 2021, la concurrence locale étant devenu importante, j'ai décidé de transformer moi-même l'arachide et conquérir le marché transfrontalier. La matière première est achetée généralement à Bakel et parfois au Mali, les prix y étant plus avantageux au moment des récoltes. Après torréfaction, les graines d'arachide sont transformées soit en poudre (noflaye), soit en pâte. Je transforme également les graines de niébé en farine enrichie et en akara pour les enfants, et j'envisage de me diversifier en faisant du fonio et de l'attiéké. Je vends la totalité de mes produits transformés, en gros, sur le marché mauritanien, à Kiffa. Là-bas, la demande est forte. Très prochainement, mon activité sera boostée avec la mise en service d'un moulin à farine acquis avec une subvention reçue du Grdr (projet PCR-SAT). Cette entreprise est ma fierté et celle de ma famille !* »



Entretien… avec Nicolas Bricas

Nicolas Bricas, titulaire de la Chaire Unesco Alimentations du Monde, est directeur de recherche au CIRAD, dans l'Unité Mixte de Recherche, en poste au sein de l'équipe "Montpellier Interdisciplinary center on Sustainable Agri-food systems" (MoISA).

La coopération entre le département de Rufisque (Sénégal) et Montpellier Méditerranée Métropole (3M) (France) est engagée depuis 2020 sur les enjeux d'une alimentation durable. A quel titre y intervenez-vous ? Quelle est votre contribution ?

Avec la Chaire Unesco Alimentations du Monde, nous avons accompagné en 2014 et 2015 la conception de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole de Montpellier et nous avions organisé des échanges entre villes du monde sur ce sujet. Nous avons été contactés en 2019 par le Grdr pour accueillir la visite d'une délégation du Conseil Départemental de Rufisque (CDR). Cette visite a révélé de nombreux sujets d'échanges entre les élus et services techniques des deux collectivités et nous avons reçu des représentants du CDR en formation. Depuis, nous participons aux échanges et aux études qui sont menées dans le cadre de projets de coopération entre ces deux territoires.

Ces deux territoires sont très différents à bien des égards. Quel est selon vous l'intérêt d'une telle coopération ?

Malgré d'importantes différences de contextes, ces territoires se posent le même genre de questions : par exemple le rôle d'un marché de gros dans le développement agricole et agro-alimentaire territorial, la gouvernance multi-acteurs de la politique, les modèles de restauration collective. Le détour par un autre territoire, même très différent, enrichit les réflexions, fait prendre du recul sur son propre territoire. Montpellier a ainsi pris conscience du rôle de la restauration scolaire dans la construction de solidarités entre les jeunes.

Un travail d'animation visant à accompagner des lycéens de Rufisque et de « 3M » dans la formulation de leurs visions de « futurs alimentaires souhaités » a été engagé. Que peut-on en attendre ?

La restauration scolaire est généralement pensée et mise en œuvre par les adultes, pour les jeunes, mais sans que soient véritablement prises en compte leurs représentations et leurs aspirations en matière d'alimentation. Recueillir leur avis, les faire débattre sur ce sujet et réfléchir sur les enjeux d'avenir des systèmes alimentaires est un moyen d'intégrer les enjeux de durabilité dans la gouvernance des politiques et participe d'un exercice de démocratie alimentaire.

La « coopération pour le développement » fait depuis longtemps l'objet de vives et diverses critiques. Ainsi, Rony Brauman, du mouvement MSF, appelle, depuis plusieurs décennies, avec d'autres, à une refonte des pratiques dominantes en milieu humanitaire et développementaliste[3]. Son analyse porte essentiellement sur les Etats et les ONG. Pensez-vous que les coopérations entre collectivités locales « d'ici et de là-bas » constituent un cadre propice à une telle refonte ? A quelles conditions ?

La coopération entre Montpellier et Rufisque ne prend pas la forme d'une aide avec toute l'asymétrie de pouvoir qu'elle comporte ou toute la tentation de diffuser le modèle des pays industrialisés vers les autres. Elle prend la forme d'un échange de vues, d'expériences, de questionnements. Se connaître mutuellement, se rendre compte qu'on partage les mêmes difficultés, qu'on peut mobiliser le même

[3] RB, 2005, Mission civilisatrice _FR, art, p.6),_

type de leviers est un premier pas vers la construction de nouvelles solidarités. Des solidarités non pas conçues comme œuvres charitables, qui vont toujours dans le même sens, mais comme la construction de liens plus égalitaires.

La condition de telles coopérations est de se départir des vieux réflexes descendants du développement qui considèrent que coopérer c'est transférer des connaissances, des budgets, des technologies, des modèles de production. Le Pacte de Milan sur les politiques alimentaires urbaines, auquel adhèrent Montpellier et Rufisque, est un réseau de plus de 300 villes du monde entier qui se fédèrent comme force politique. Fortes de leurs engagements communs pour une alimentation durable, ces territoires cherchent aujourd'hui à peser sur les politiques nationales et internationales, non pas dans une logique d'aide, mais bien dans une logique de transformation de leurs systèmes alimentaires pour lutter contre tous les maux environnementaux, sanitaires, sociaux et politiques que les modèles dominants du développement génèrent aujourd'hui. Coopérer pour défendre ensemble de nouveaux modèles me semble un bon exemple de ces nouvelles formes de solidarité que Rony Brauman appelle de ses vœux.

L'ACTIVITE DU GRDR PAYS PAR PAYS

GUINEE

Territoires : Ville de Boké, Ville de Conakry

Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre : 2

ODD Principaux : 5. Egalité des sexes ; 10. Réduction des inégalités ; 13. Consommation et production responsable ; 16. Paix, justice et institutions fortes.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

- Accompagnement de 140 restauratrices de rue (120 ayant moins de 35 ans) de Boké organisées en plateforme : garantir un marché stable et des revenus durables aux restauratrices et à leurs fournisseurs :
    - Elaboration d'un cahier des charges des restauratrices et des fournisseurs de produits vivriers locaux ;
    - Formation à une nutrition équilibrée ;
    - Appui aux autorités déconcentrées et locales qui accompagnent la plateforme et renforcement des liens entre restauratrices et pouvoirs publics en vue de résorber la problématique d'accès au foncier et en même temps accompagner l'émergence d'une politique alimentaire durable au sein de la ville de Boké ;
    - 1 voyage d'échanges entre les restauratrices de Ziguinchor (Sénégal) et de Boké.
- 1 étude sur la distribution alimentaire (enquête de terrain + analyse).

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- Financement de 25 entrepreneurs locaux sélectionnés dans le cadre d'un fonds souple
    - Organisation d'une formation en gestion financière ;
    - Organisation d'un club entreprendre.

DEVELOPPEMENT LOCAL

- Démarrage des activités à Conakry et mise en place des instances de gouvernance du projet dans les communes de Gbessia (quartier Koloma 2) et Lambanhy (quartier de Wanindara).

Nos partenaires financiers : Agence Française de Développement (AFD), Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) et Fondation pour les défavorisés.

GUINEE-BISSAU

Territoire : Région de Cacheu - Canchungo

Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre : 3

ODD Principaux : 13. Action climatique ; 15. Vie sur terre ; 10. Réduction des inégalités ; 8. Travail décent et croissance.

EVENEMENTIEL

- Forum « littoral » : « Vers des territoires dynamiques et résilients aux chocs socio politico climatiques en zone du littoral ouest africain » - Echanges et partage avec les services décentralisés des territoires, des représentant.es de la diaspora, des universitaires, des partenaires techniques et financiers sur les connaissances produites depuis 10 ans sur le littoral ouestafricain.

RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITE

Concertation et échanges

- Accompagnement à la création d'une réserve de biosphère Cacheu – Jeta – Pecixe (ateliers de concertation – missions de terrains) : caractérisation des noyaux de la réserve avec les communautés locales et définition des limites externes de cette réserve qui couvre 580 000 km² (dont 30% maritimes) et qui compte plus de 125 000 habitants (recensement 2009).
- Actualisation en cours du plan d'aménagement et de gestion du Parc National de Tarrafes de Cacheu (PNTC). Une cartographie en cours par les acteurs qui interviennent dans le PNTC.
- 1 mission de partage d'expérience en Guinée-Bissau impliquant 10 conservateurs des Aires Marines Protégées (AMP) du Saloum, de la Gambie et de la Casamance et 10 partenaires techniques pour mettre en place un cadre d'échanges et d'apprentissage – notamment sur la mise en place de plateformes multi-acteurs de gouvernance de la mangrove (processus, formalisation, difficultés, outils et pérennisation).

Gestion de données

- Mise en place (en cours) d'un outil numérique et pédagogique d'échanges (collecte de données, gestion, formation et communication) sur les Aires Marines Protégées en Guinée-Bissau en partenariat avec 15 conservateurs des AMP.
- Formation de 18 techniciens pour le transfert au sein de l'IBAP (Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées) de la géodatabase qui localise les données disponibles sur la mangrove à l'échelle nationale auprès de l'IBAP.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- Financement de 88 projets économiques de la Fédération des Habitants de Guinée-Bissau (qui regroupe 473 femmes travaillant dans des secteurs-clés de l'économie locale) et de 12 jeunes porteurs de projet. Accompagnement de l'IRMECC – incubateur d'entreprise créé par le Grdr et désormais autonome – qui regroupe toutes les banques communautaires.
- Un atelier sur les banques communautaires : objectif financements d'activités. Partage d'expérience – participation de 62 femmes porteuses de projet individuel.

- Appui aux filières
  - Filière pêche artisanale : construction et équipement de 4 unités de transformation au bénéfice de 215 membres (plus de 50% de femmes) ;
  - Ostréiculture : formations de 45 ostréicultrices de Gendem (Sao Domingo) en exploitation durable de la mangrove et commercialisation ;
  - Huile de palme : appui à la production – mécanisation de 25 producteurs (essentiellement des femmes) ;
  - Apiculture : Appui à 13 apiculteurs (renforcement de capacité et transformation de produits).

EDUCATION POPULAIRE

- 294 personnes (élèves, professeurs, étudiants, associations de jeunes) ont participé à l'une des 12 animations du cycle d'éducation aux enjeux du littoral « Rio Terra » développé par le Grdr.
- Championnat de nettoyage et de recyclage inter-quartiers pour sensibiliser et encourager l'implication des jeunes sur les questions de la propreté urbaine et du recyclage.

DEVELOPPEMENT LOCAL

- Réhabilitation de l'école de Suzana qui accueille 232 élèves.

Nos partenaires financiers : AFD, Fondation pour le logement des défavorisés, Union européenne (UE), Agence Belge de Coopération Internationale (ENABEL), Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA).

SENEGAL

Territoires : Bakel, Ziguinchor, Rufisque

Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre : 9

ODD Principaux : 2. Faim Zéro ; 4. Education de qualité ; 10. Réduction des inégalités ; 12. Consommation et production responsable ; 11. Villes et économies durables.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Cantines scolaires

- 8290 élèves de Bakel, Ziguinchor et Rufisque ont bénéficié de 336 000 repas distribués :
  - Appui organisationnel : implication des parents d'élèves, enseignants, collectivités territoriales (CT) pour une gestion participative des cantines dans 44 écoles de 18 communes des régions de Bakel, Ziguinchor et Rufisque ;
  - Dans le département de Rufisque : 3 cuisines centrales et 3 cantines directement installées dans les écoles ;
  - Ces cantines sont approvisionnées par 495 producteurs locaux (répartis en 44 groupements) ;
  - 4 jardins horticoles scolaires (2 à Bakel, 2 à Ziguinchor) exploités par 60 femmes cuisinières des écoles qui permettent d'approvisionner 500 élèves.
- Accompagnement du processus de renouvellement de la politique nationale des cantines et d'élaboration d'un plan stratégique.
- Reconnaissance officielle par arrêté du ministre de l'Éducation nationale du Groupe Multi-sectoriel de l'Alimentation et de la Nutrition à l'Ecole (GMSANE) qui accompagne l'Etat dans la mise en place d'une politique d'alimentation scolaire basée sur la production locale.

Restauration de rue (Ziguinchor)

- 30 restauratrices de rue accompagnées ont bénéficié de financements et de formations pour améliorer l'accueil, l'hygiène, les techniques de conservation et de transformation ;
- Mise en relation avec 3 producteurs locaux et aide à l'achat groupé (circuit court) ;
- 1 atelier de concertation avec des élus ;
- 1 campagne de sensibilisation des consommateurs sur l'environnement alimentaire ;
- 1 étude sur « Les avenirs du systèmes alimentaires des fruits et légumes de la ville de Ziguinchor et sa région en 2050 » en partenariat avec le CIRAD.

Etude du Système alimentaire de Bakel :

- 1 enquête quantitative sur les circuits de distribution alimentaire a permis de recueillir des données pour comprendre les pratiques des ménages de Bakel en termes d'approvisionnement et consommation.
- 1 enquête quantitative sur les habitudes alimentaires des ménages (produits consommés et fréquence).

RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITE

- 213 élèves de Ziguinchor et environs qui ont participé à l'une des animations du cycle d'éducation aux enjeux du littoral « Rio Terra » développé par le Grdr.
- 480 élèves de Bakel ayant participé à des actions de sensibilisation environnementale (ex : voyage à la découverte de la biosphère du Ferlo dans le département de Ranérou).
- Accompagnement du Cadre de Concertation de la Pêche du Soungrougrou (CCP/S) : cartographie des zones de pêches et des espèces de poissons dans le fleuve.
- 1 caravane de sensibilisation sur les bienfaits de la consommation en circuits courts qui a touché 2500 habitants de Bakel en juillet 2024.
- Prévention des conflits (Falémé) : 37 hectares aménagés en ouvrage de récupération des sols et d'aménagement des eaux de surface à Gathiary au profit des 54 ménages.

DEVELOPPEMENT LOCAL

- 3 profils migratoires (commune de Matam – départements de Rufisque et de Sédhiou) pour mesurer l'historique et l'impact des migrations dans le développement des départs.
- 2ème foire transfrontalière de Bakel (organisée par le Réseau Communal des Organisations des Femmes de Bakel).
- Formation de 37 membres du Conseil municipal de Bakel, délégués de quartiers et divers acteurs locaux aux concepts fondamentaux de la décentralisation, aux compétences transférées – notamment en matière de gestion des déchets – et aux principes d'élaboration et d'exécution d'un budget participatif.
- Formation de 19 agents des services techniques déconcentrés (urbanisme, assainissement), et représentants de la société civile de la commune de Bakel aux outils de collecte de données géographiques, en particulier pour le suivi des enjeux d'assainissement.
- Accompagnement de 360 membres de cadres territoriaux de concertation (CTC) issus de 12 Collectivités Territoriales dans l'élaboration de sous-projets communautaires prioritaires en Casamance.
- Accompagnement de 119 personnes – dont 70 femmes, au sein des organisations communautaires de base – formations pour qu'elles soient en mesure d'aller chercher des financements dans la région de Ziguinchor.

ACTION D'URGENCE

- 40 groupements de femmes et 25 producteurs individuels ont bénéficié de 57 kg de semences, des biofertilisants et de biopesticides pour relancer leurs activités post-inondations (après l'hivernage 2024).

Nos partenaires financiers :

Agence Française de Développement (AFD), Union européenne, Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), CCFD-Terre Solidaire, Fondation de France, Action Aid, Ambassade de France au Sénégal, Expertise France, Agence de l'eau Seine Normandie, Montpellier Méditerranée-Métropole (3M), Communauté Economique des Etats De l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

MAURITANIE

Territoires : Régions du Guidimakha, du Gorgol, de Nouakchott, de Boghé, de l'Assaba, de Nouadhibou, et du Hodh el Chargui.

Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre : 6

ODD Principaux : 2. Faim zéro ; 5. Egalité des sexes ; 10. Réduction des inégalités ; 11. Villes et économies durables ; 13. Action climatique ; 17. Partenariats.

HABITAT DURABLE

- Mise en place d'un service public de gestion des déchets à Sélibabii :
  - 1 étude diagnostique du secteur déchets à Sélibabi : étude de caractérisation, enquête CAP (Connaissances Attitudes et Pratiques), cartographie des acteurs intervenants dans le secteur ;
  - Elaboration d'un scenario de gestion des déchets et d'un plan d'affaires du service de ramassage des déchets ;
  - Elaboration d'un plan de gestion et d'organisation d'un service de ramassage des déchets au niveau communal ;
  - Création et accompagnement du GIE (Groupement d'Intérêt Economique) des opérateurs de pré-collecte à Sélibabii ;
  - Création de 5 emplois verts ;
  - Mobilisation du tissu associatif local pour éliminer les dépotoirs sauvages et nettoyage des rues ;
  - De nombreuses actions d'informations et de mobilisations communautaires pour faire adhérer les habitants au service public de gestion des déchets.
- 40 maisons endommagées lors des inondations de 2022 ont été réhabilitées avec des savoir-faire et des matériaux locaux.
- 11 artisans formés aux techniques de constructions durables :
  - Construction de 16 puits d'évacuation des eaux usées ;
  - Extension de 300 mètres linéaires de réseau d'eau au quartier Moussafrine à Gouraye.

DEVELOPPEMENT LOCAL

- Formation auprès de 7 élus et 6 représentants des services communaux de Sélibabi à l'intégration de la résilience climatique dans les politiques publiques, notamment le plan de développement communal et le plan d'investissement prioritaire.

ENTREPRENARIAT FEMININ

- 1 fonds souple qui a financé 65 initiatives économiques portées par des femmes à Kaédi, Boghé et Ryadh (commune de Nouakchott).
- 1 forum d'échanges entre pairs de partage d'expérience à la mairie de Kaédi.
- Des formations sur les concepts fondamentaux de l'entreprenariat, la comptabilité, la gestion financière, la micro-entreprise mais aussi des formations sectorielles dans le domaine de la production, transformation et commercialisation de produits agroécologiques : plus de 75 participantes.

RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITE

- 1 entente foncière signée à Sagné Diéri en vue de la réalisation d'aménagements de conservation des eaux et des sols qui profiteront à 175 ménages.
- 137 hectares aménagés avec des systèmes de conservation des eaux de surface et de restauration des sols au bénéfice de 1245 ménages de Wompou.
- 80 hectares de terres dégradées ont bénéficié d'aménagements à Diaguily.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

- 5 champs écoles (4 dans le Guidimakha, 1 dans le Gorgol) au profit de 180 paysans « leaders » souhaitant renforcer leurs compétences en matière d'intensification agroécologique. 3 autres champs écoles en cours de préparation dans le quartier PK17 de Nouakchott (mise en service début 2025).
- 1 Atelier de réflexion collective sur le système alimentaire du Guidimakha avec la participation de 15 élus locaux, 3 représentants des services déconcentrés, 8 participants de la société civile.
- 1 foire transfrontalière de produits agroécologiques à Sélibaby et 1 foire interrégionale à Kaédi.
- 24 thés-palabres organisés dans 24 villages du Gorgol et du Guidimakha ayant réunis 925 ménages pour renforcer les bonnes pratiques alimentaires à partir de produits locaux afin de prévenir la malnutrition.
- 1 étude de synthèse des politiques intersectorielles en Mauritanie en lien avec l'agriculture et l'agroécologie.
- 1 diagnostic sur les chaines de valeur « oignon » et « navet » dans la zone péri-urbaine de PK17 à Nouakchott.

GRAINES DE CITOYENNETE - JEUNESSES ET CITOYENNETE (Programme concerté pluri-acteurs PCPA)

- L'Assemblée plénière (novembre 2024) – 176 personnes sont venues de toute la Mauritanie, d'Europe, de Guinée et de Tunisie.
- 143 organisations (OSC, Collectivités territoriales, Services déconcentrés) mises en réseau pour travailler ensemble à l'insertion des jeunes en Mauritanie.
- Mise en place de 6 fonds « Synergie » facilitant la concertation, la recherche-action et la mise en place d'actions prioritaires à l'échelle régionale.
- 86 organisations ont bénéficié d'un fonds souple. Organisation de 24 réunions d'informations et 88 permanences, 8 ateliers et 6 formations pour les accompagner dans le dépôt de dossiers lors des appels à projets.
- 95 « thés-palabres » organisés sur les questions d'insertion des jeunes, réunissant 1 200 personnes dans 6 régions.
- 1 cartographie recensant 198 acteurs « jeunesses » dont 14 en Assaba, 5 au Guidimakha et 179 à Nouadhibou.
- 1 diagnostic institutionnel et organisationnel de 44 organisations de la société civile.

Partenaires financiers : Union européenne (UE), Agence Française de Développement (AFD), CCFD-Terre Solidaire, Région Centre Val de Loire, Secours Catholique, Syctom, Fondation pour le logement des défavorisés, Agence de l'eau Seine Normandie – Ville de Paris**.**

Encart : Activités en milieu transfrontalier (Sénégal – Mauritanie)

- Mise en place de 2 comités de suivi frontaliers et transfrontaliers (1 dans la zone du fleuve Sénégal (6 communes, 22 membres) et 1 dans la Falémé (4 communes, 20 membres) chargés de prévenir et gérer les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles. Ils sont constitués d'élus, de chefs de villages, de services techniques déconcentrés et de représentants des agriculteurs, des éleveurs, des femmes et des jeunes, etc. Les membres du Comité « Falémé » ont participé à une formation de 4 jours afin de leur permettre de maitriser et de comprendre les textes des lois et réglements ainsi que les processus et démarches de prévention et de gestion équitable des litiges agro-pastoraux. Ils ont également pu renforcer leurs compétences en termes de médiation des conflits, de mobilisation des outils juridiques et de traitement des litiges transfrontaliers.
- Sélection et subvention de 122 projets pour le développement des filières arachide et niébé au Sénégal et en Mauritanie. Le montant total des subventions est de 253.000 €.
- 302 ménages producteurs d'arachide et de niébé (fleuve Sénégal et Falémé) ont reçu un total de 9 000 kg de semences pour cultiver en pluviale et en décrue.

MALI

Territoires : Région de Kayes ; Bamako.

Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre : 3

ODD Principaux : 2. Faim Zéro ; 5. Egalité des sexes ; 10. Réduction des inégalités ; 12. Consommation et production responsable ; 13. Action climatique ; 16. Paix, justice et institutions fortes.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Système alimentaire territorialisé

- 1 atelier de restitution, partage, diffusion du Système Alimentaire de la ville de Kayes (SAT) qui a regroupé 150 personnes (autorités politique et administrative, services techniques de l'agriculture, producteurs, transformatrices, ONG, etc.) ;
- 1 atelier de réflexion prospective pour la mise en place du Plan Alimentaire Territorial (PAT) co-porté avec la Commune Urbaine de Kayes : 83 participants (producteurs, transformatrices des produits agroalimentaires et consommatrices ou consommateurs) ;
- 2 ateliers d'échanges sur les semences paysannes avec la participation de 63 personnes représentants des services techniques (Centre Régional de Recherche Agronomique, Direction Régionale de l'Agriculture...) et des producteurs de semences paysannes.

Promotion du « consommer local »

- 2 campagnes d'information et de sensibilisation sur les produits locaux avec des animations (festives, culinaires, etc.) qui ont mobilisé plus 465 personnes dont 315 jeunes dans la ville de Kayes ;
- 1 forum « Quelles approches collectives pour valoriser l'agroécologie sur toutes ses dimensions au service de la souveraineté alimentaire en région de Kayes ? » avec la participation de 162 personnes ;
- Remise en service de la boutique agroécologie de Kayes et mise en place d'un dispositif de suivi et d'approvisionnement. Elle est désormais ouverte 5 jours par semaine contre 2 auparavant ;
- 6 initiatives (3 collectives et 3 individuels) ont bénéficié d'un financement (fonds souples) pour encourager leurs activités d'agroécologie paysanne à approvisionner la boutique agroécologie paysanne à Kayes.

EDUCATION POPULAIRE AUX MEDIAS

- 4 séances (2 à Kayes et 2 à Bamako) d'éducation aux médias et à la prévention contre la désinformation et les discours de la haine en milieu scolaire et à l'université auprès de plus de 500 élèves et près de 40 étudiants ;
- Promotion d'une approche déontologique auprès des médias : organisation d'un atelier sur l'éthique et la charte des radios et télévision à Kayes ;
- Financement de 10 projets (5 collectifs – 3 individuels) d'acteurs des médias radios et blogs, pour la production de reportages citoyens ;
- Participation au Salon des Médias au Mali (SAM Mali) qui a permis de promouvoir les activités du projet auprès de 210 personnes (du 30 mai au 2 juin) ;

- Parution d'un Atlas des Organisations de la Société Civile pour valoriser le tissu associatif malien. Un atelier de diffusion a été organisé à Kayes impliquant les autorités politiques et administratives et les présidents de 2 intercommunalités (Guidimakha – Association des Communes du Guidimakha Kafo (ACGK) et– Comité de Pilotage des Communes du Diombougou (CPCD)).

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

- Redynamisation du cadre de concertation sur la gouvernance des ressources minières à Kéniéba. Mise en place de règles de gestion et élaboration d'un plan d'action du cadre de concertation sur la gestion minière à Kéniéba.
- Une session de formation des membres du cadre de concertation sur le plaidoyer et élaboration d'un plan de plaidoyer.
- 1 atelier multi-acteurs à Kéniéba sur la gouvernance des ressources naturelles avec la participation des responsables de la fédération des orpailleurs.
- 4 séances de sensibilisation auprès de la population sur la gestion et la protection de l'environnement avec la participation de 150 personnes composées de représentants des organisations des orpailleurs, des chefs de villages, des représentants de la société civile, etc.
- Réalisation de 3 émissions radio sur la gestion minière des ressources aurifères du cercle de Kéniéba.
- Participation au Forum sur les changements climatiques organisé par la Coordination des Elus Français d'Origine Malienne (CEFOM).

Nos partenaires financiers : CCFD-Terre Solidaire, Union européenne (UE), Fondation de France, IAMANEH Suisse, 11th Hour Project.

ALGERIE ET TUNISIE

Territoires : Régions de Tiaret et d'Oran en Algérie – Régions de Médenine (Médenine et Beni Khedache) et de Sfax (Sfax et Mahrès) en Tunisie.

Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre : 2

ODD Principaux : 1. Pas de pauvreté ; 2. Réduction des inégalités.

DEVELOPPEMENT LOCAL

Algérie

- 1 Forum sur « L'implication de la société civile dans le développement local durable dans le cadre de l'intersectorialité » et 1 Club Synergie « Jeunesses et citoyenneté : le rôle des associations » avec la participation de 8 élus locaux, 18 représentants des services décentralisés et 25 organisations de la société civile.
- Elaboration et édition d'1 « lettre dynamique » territoriale : « Les organisations de la société civile au service du développement local durable ».
- 2 diagnostics communaux participatifs à Ain Kermès et Ain Dzarit (willaya de Tiaret) avec les acteurs locaux
- 1 cycle de formation (4 sessions en 10 jours) auprès de 45 jeunes (47% de jeunes femmes) des communes d'Aïn Kermès, Aïn Dzarit et Ouled Lili (Tiaret) sur la citoyenneté, l'entrepreneuriat, la gestion financière et administrative et le marketing digital.

Tunisie

- 2 ateliers de lancement du programme (1 à Sfax et 1 à Médenine) qui ont réuni 141 jeunes de moins de 35 ans et 10 représentants des différents services communaux ;
- 4 Clubs Synergie (1 par territoire) composés de représentants des institutions et de jeunes qui échangent collectivement sur les problématiques locales (ex : les conditions de travail, l'insertion professionnelle, les secteurs porteurs, l'impact environnemental, la culture, etc.) ;
- 2 « thé-palabres » sur les enjeux locaux qui ont réunis 53 jeunes, 15 tunisiens représentants de la diaspora et 5 représentants des services décentralisés sur les thèmes suivants :
  - Mahrès : eau, formations, loisirs, santé, tourisme, emploi, transports ;
  - Béni Khedache : i ntergénérationnel, inclusion, sport, participation civique, environnement, tourisme, culture, etc.
- 1 Forum « Jeunesses et diasporas *:* Le défi de l'insertion des jeunes tunisiens d'ici et de là-bas » coorganisé avec la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) qui a réuni 151 personnes à Paris, avec la participation de l'Association du Développement des Etudes Stratégiques (ADES) et des Scouts de Sfax ;
- 1 « Form'action » à Sfax sur les techniques de communication, la prise de parole en public et des exercices pratiques auprès de 32 jeunes.

Principaux partenaires financiers : Union européenne (UE), Agence Française de Développement (AFD), partenaires locaux

FRANCE

Territoires : Régions Ile-de-France, Hauts-de-France, Normandie.

Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre : 17

ODD Principaux : 3. Bonne santé et bien-être ; 4. Education de qualité ; 5. Egalité des sexes ; 8. Travail décent et croissance économique ; 10. Réduction des inégalités.

LUTTE CONTRE LA PRECARITE

691 personnes en situation de précarité ont été accompagnées tout au long de l'année.

Insertion professionnelle :

- 269 personnes en situation de précarité dont 211 femmes qui ont bénéficié d'accompagnement et/ou de formations dans le cadre d'un suivi renforcé :
  - 150 personnes (dont 130 femmes) « primo-arrivant.e.s » qui ont eu un accompagnement individuel et collectif dans leurs démarches d'insertion professionnelle ;
  - 40 personnes immigrées, en France depuis plus de 5 ans, très éloignées de l'emploi ont bénéficié d'un accompagnement individuel renforcé (parfois avec quelques activités collectives) - candidatures, création de CV, préparation à l'entretien, etc.
  - Accompagnement renforcé auprès de 41 personnes au RSA (dont 36 femmes) ayant un projet de création d'activités ;
  - 68 personnes (dont 43 femmes) immigrées présentes en France depuis plus de 5 ans ont participé à des activités d'insertion agricole en Ile-de-France ;
  - Accompagnement de 58 projets économiques (dont 25 projets collectifs) de femmes issues de l'immigration vivant dans les Hauts-de-France ;
  - 37 femmes des Hauts-de-France participent à des activités d'apprentissage du français à la fois comme outil d'accès aux droits, d'insertion professionnelle, de lutte contre l'isolement…

Accès aux droits et à la santé des séniors immigrés

- 420 séniors immigrés ont été accompagnés :
  - 304 séniors en Ile-de-France et en Normandie ont bénéficié d'un parcours (individuel et / ou collectif selon les actions de prévention et d'accès aux droits sociaux et aux soins selon les besoins ;
  - 116 personnes immigrées âgées ont bénéficié d'activités d'inclusion numérique pour les accompagner dans le contexte de dématérialisation des procédures administratives.
- 1 diagnostic social puis un accompagnement social en vue d'augmenter le pouvoir d'agir des résidents d'un foyer de travailleurs migrants à Montreuil et de favoriser leurs accès aux droits.
- 1 Forum « L'accès des séniors immigré .e.s aux dispositifs de droit commun en Seine-Maritime : enjeux et perspectives » (Rouen, le 14 mai) qui a réuni 100 personnes.

Formation à destination des acteurs sociaux qui accompagnent ces publics

- 5 élus locaux, 15 leaders de la diaspora, 10 représentants d'organisations de la société civile et 30 professionnelles ont participé à des formations à la communication interculturelle ;

- 30 personnes des Hauts-de-France amenées à accompagner l'insertion professionnelle de personnes immigrées ont été formées aux spécificités de ces publics ;
- 150 acteurs professionnels du domaine social ou bénévoles ont participé à des actions de renforcement de compétences sur les vulnérabilités des femmes en migration et les pratiques langagières ;
- 1 cartographie des acteurs lillois du Français Langue Etrangère.

EDUCATION A LA CITOYENNETE ET A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

- 39 élus locaux, 143 professionnels des services décentralisés, 42 enseignants, 48 universitaires et 62 animateurs en centres sociaux qui ont participé à des activités permettant de déconstruire les idées reçues sur les migrations et à mettre en évidence la contribution des migrations au développement.
- 92 jeunes en centres sociaux ont bénéficié de diverses activités « à la découverte des ODD et des Migrations » en Ile-de-France et dans les Hauts-de-France ainsi qu'une classe de 28 élèves des Hauts-de-France.

Ces activités sont financées par :

UE : Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI), Fonds Social Européen Plus (FSE+), Programme européen d'éducation au développement et de sensibilisation (DEAR), Erasmus +, Horizon 2020.

Etat : Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), ministère de l'Intérieur (Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAN), Commission Interministérielle pour le Logement des Populations Immigrées (CILPI), Préfectures : Ile de France, Paris, et Nord, Direction Régionale Interdépartementale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DRIEETS) de Paris et de la Seine Saint Denis, DRIETTS Ile-de-France, Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) du Nord.

Collectivités : Mairies de Paris, de Montreuil, de Grigny, de Lomme, de Lille / Métropole européenne de Lille / Départements de l'Essonne, du Val de Marne, de Seine Saint Denis / Région Centre Val de Loire.

Fondations & aides privées : Fondation d'entreprise des solidarités urbaines – Fondation d'Entreprise des Solidarités Urbaines (FESU), Fondation Raja Danièle Marcovici

DOUBLE-ESPACE

Territoires : Mali – France ; Mauritanie – France ; Tunisie – France ; Tunisie-Mauritanie ; Sénégal-France

Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre : 5

ODD Principaux : 17 - Partenariats pour la réalisation des ODD.

Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI)

- Rencontre culturelle " des écrivains entre ici et là-bas » (Sénégal, Mali, Mauritanie) lors du festival « Essonne-Mali » pour valoriser les apports des mobilités dans la construction des sociétés entre ici et là-bas – 60 participants dont des leaders des diasporas, des jeunes, des universitaires, etc.
- Accompagnement de la CADERKAF (Coordination des Associations pour le Développement de la Région de Kayes en France) dans la production d'1 reportage vidéo intitulé « Proximité Diaspora » sur son engagement en termes d'infrastructures, d'accès aux services essentiels et organisation d'une rencontre des cercles de Kayes à Montreuil avec 22 représentants associatifs de Kayes ;
- 1 projection-débat du film « Taane » d'Alioune Ifra Ndiaye et RP Médias a réuni 75 jeunes de la diaspora malienne et africaine en général;
- 8 leaders associatifs de la diaspora ouest-africaine en France ont participé à une animation d'éducation aux enjeux du littoral « Rio Terra » développée par le Grdr.

Diasporas et Développement local

- Forum « Jeunesses et diasporas » à Paris le 16 novembre – 153 participants dont un nombre important de jeunes de moins de 35 ans et de Tunisiennes ou de Tunisiens vivant en France.
- Atelier de concertation avec 20 leaders de la diaspora (représentants d'associations, porteurs de projets individuels, etc.) de Matam (Sénégal) pour élaborer le profil migratoire de Matam ;
- Des échanges entre la Tunisie et la Mauritanie dans le cadre des 2 programmes Concertés Pluri-Acteurs (PCPA) de Mauritanie-Graine de Citoyenneté et de Tunisie-Soyons actifs, Soyons actives :
    - 6 jeunes Mauritaniens qui ont fait une mission en Tunisie pour se former au journalisme citoyen ;
    - 2 membres du PCPA Mauritanie ont accompagné la délégation du Grdr lors de l'Assemblée plénière du PCPA « Soyons Actifs/Actives » en Tunisie.
- Mise en place d'une formation diplômante à destination des jeunes Mauritaniens " Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs en Mauritanie" en collaboration avec le Ministère mauritanien de l'Autonomisation des Jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service Civique
    - Participation de 2 structures d'éducation populaire française « Les Francas » et « Accoord » ainsi qu'une association de la diaspora « Action Challenge Coopération ».
    - 21 jeunes formés pour les premières sessions expérimentales.
- Accompagnement de la mission de suivi de l'association « Racines » en Guinée-Bissau, chargée de suivre 3 micro-projets menés par des organisations de solidarité issues de la migration.

Partenaires financiers : AFD, UE, CCFD-TS ; Secours Catholique, Région CentreVal de Loire (RCVL

Nos parutions en 2024

SANKOFAS – Un film pour donner la parole à ceux ont vécu l'émigration

De Camille Saisseau – (Durée : 45min)

Produit par le Grdr dans le cadre du projet Opportunities, ce documentaire de Camille Saiseau donne la parole à des personnes ayant vécu une expérience migratoire qui nous expliquent ce qui les a poussés à partir, le trajet, les choix qu'il a fallu faire, l'intégration, les manifestations de solidarité qu'elles ont croisées…

Publications :

- Portraits des territoires :
  - « Bakel – Ville frontière »
  - « Kaédi – Ville confluente »

- Carnet du participant et Actes de forums
  - Carnet du participant du Forum des écosystèmes du littoral intitulé « vers des territoires dynamiques et résilients aux chocs socio politico climatiques en zone du littoral ouest africain - Retour d'expérience de 10 ans de programme de gouvernance des écosystèmes du littoral » ;
  - « Quelles trajectoires pour les villes du fleuve Sénégal ? Regards sur Kayes, Kaédi et Bakel ».

- Guide
  - « Des adresses pour les femmes » (Lille)

- Profils migratoires
  - « Profil migratoire de la commune de Matam »
  - « Profil migratoire du département de Rufisque »
  - « Profil migratoire du département de Sédhiou »

- Dashboard du programme « Pour la gouvernance concertée du littoral »(PGCL) 2014-2024

Nos centres de ressources :

- Sahelink : un centre de ressource au service du développement local dans le bassin du fleuve Sénégal
- Les rivières du sud : le centre de ressource virtuel des acteurs du développement local du littoral
- Les migrations font bouger le monde – Un mallette pédagogique numérique pour bousculer les idées reçues sur « Migration et Développement »
- Graines de Citoyenneté – au service des acteurs d'« ici et là-bas » engagés en faveur des jeunesses mauritaniennes.

Nos ressources en 2024

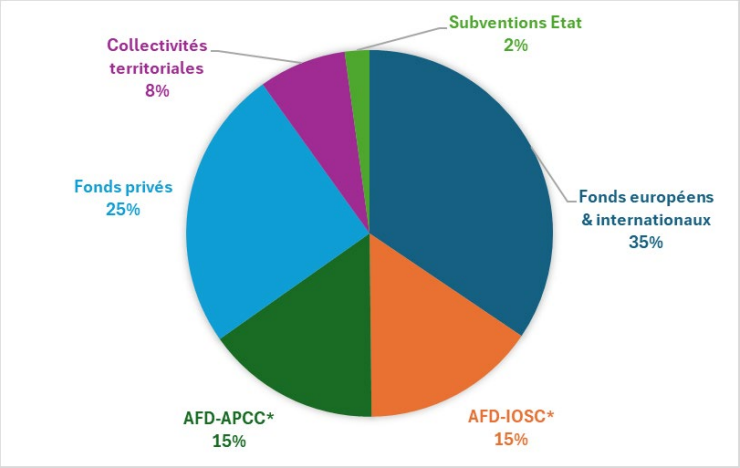
Le budget réalisé en 2024 est de 7,8 M€ (identique à celui de 2023) dont 21% exécutés directement par nos partenaires locaux. Le résultat positif de 1,2% du budget exécuté renforce nos fonds propres qui sont désormais de 457 k€. Notre total de bilan continue de croitre et a progressé de 14% en 2024 avec 61 nouveaux contrats de financement signés, ce qui démontre la solide confiance de nos partenaires financiers et le dynamisme de nos équipes et de nos partenaires de terrain.

Nos sources de financements

L'Union européenne et les fonds internationaux sont nos premiers financeurs en 2024 à hauteur de 34% du budget exécuté.

L'AFD représente 30% de notre budget 2024 dont la moitié des financements obtenus auprès du service « Initiatives des organisations de la société civile » (IOSC) et l'autre moitié en tant qu'opérateur de projets crise et de sortie de crise (APCC).

Les fonds privés progressent de 7% par rapport à 2023 et proviennent principalement de fondations (Fondation pour le logement des défavorisés, Fondation de France ...) et d'ONG de solidarité internationale (CCFD-TS, CFSI, Secours Catholique, etc.). Les fonds français en provenance de différents ministères et collectivités locales (régions, département, communes) ont baissé (-6%).



Nos principales activités

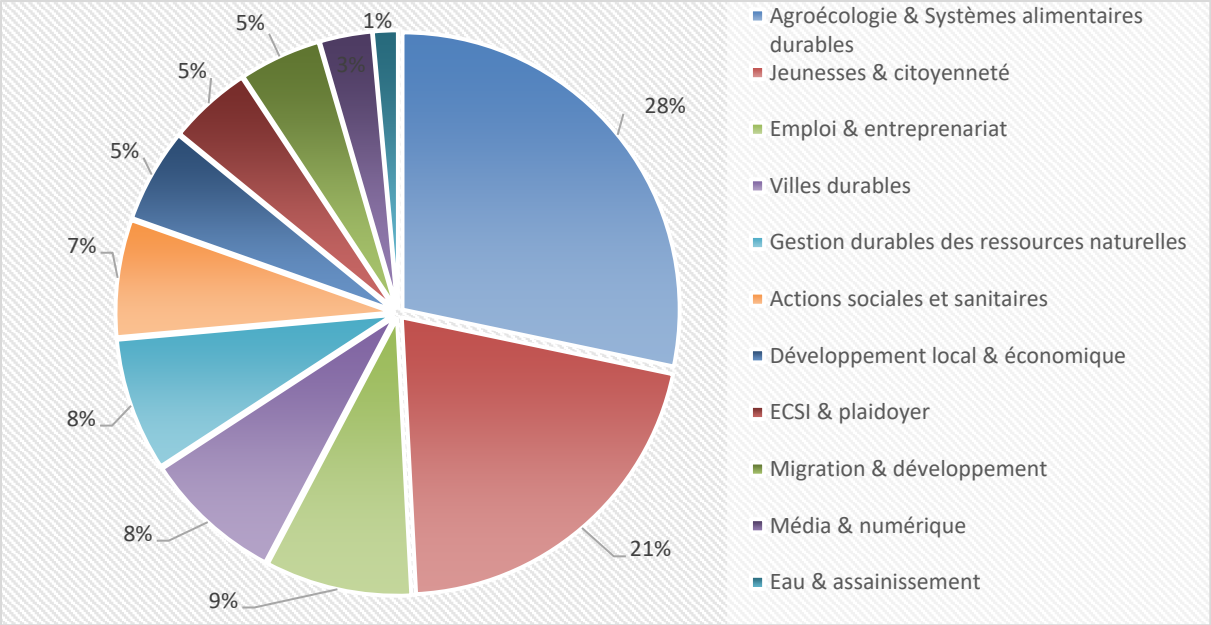
Le programme « Graines de citoyenneté » en Mauritanie, « Jeunesses et pouvoir d'agir » en Tunisie et l'emploi et l'entreprenariat en France portent nos actions en direction des jeunes et des organisations de la société civile engagés sur les enjeux de citoyenneté et du dialogue avec les pouvoirs publics pour l'insertion intégrale des jeunes dans la « vie de la Cité ». Ils cumulent 30% de notre activité.

L'agriculture et l'alimentation reste le premier secteur d'activités soutenu en 2024 (28%) principalement dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, sur le pôle littoral et, de façon originale en France (à Chelles, en Seine et Marne), grâce au projet « cultiv'acteurs » qui revisite et réadapte les première actions du Grdr lors de sa création en 1969.

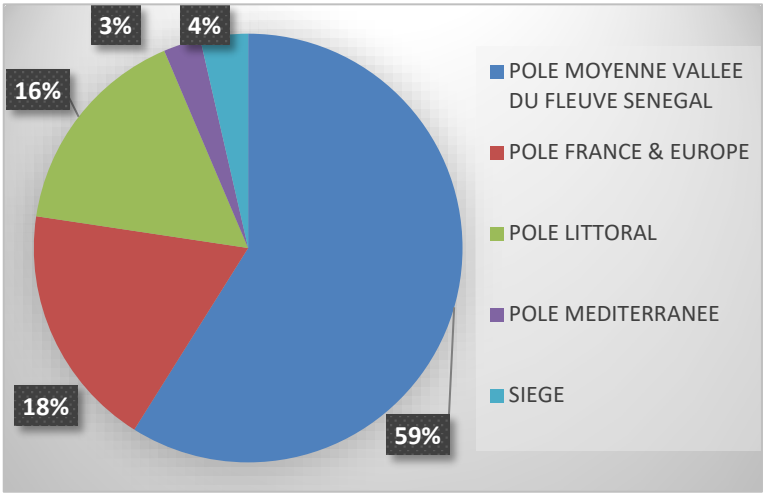
Les actions sociales et sanitaires en direction des publics précaires en France (ainé.es retraité.es, femmes et jeunes réfugiés) restent soutenues en 2024. Le développement local en lien avec les territoires d'établissement ainsi que les actions d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) et de « Migration & Développement » en lien avec les diasporas établies sur le « Double-Espace » ont occupé une place importante en 2024 et cumulent 13% de actions.

Les activités « Villes durables » maintiennent le rythme de 2023 et représentent 8% de l'activité en 2024.

Les activités autour de la gestion durable des ressources naturelles baissent significativement (-11%) avec la fin de la troisième phase de la convention programme « Vers un gouvernance concertée du littoral ».



Répartition géographique de nos activités



La moyenne vallée du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal) accueille une part importante de l'activité autour des enjeux de sécurité alimentaire et de cohésion sociale en milieu rural et urbain.

L'activité en France progresse également à 18% avec un investissement important sur des programmes européens DEAR, ERASMUS+ et HORIZON 20-20.

Le pôle littoral (Guinée, Guinée-Bissau et Casamance au Sénégal) baisse (-9%) mais avec des perspectives fortes pour les prochaines années.

En Méditerranée l'activité progresse grâce au lancement de deux nouveaux programmes en Algérie et en Tunisie, malgré un contexte très contraignant pour les partenaires de terrain.

Enfin les bénévoles de l'association au sein de son conseil d'administration (CA) et des Conseils d'orientation et de suivi (COS) ont investi un temps précieux dans l'animation de la vie associative et la définition du Cadre d'Intervention Stratégique 2025-2030 (Fonds FRIO), représenté dans le graphique ci-dessous par le « Siège social » (4%).

LE GRDR DANS LES RESEAUX

En France et en Europe

COORDINATION SUD (CSUD) : CSUD a été particulièrement mobilisée en 2024 sur le plaidoyer pour lutter contre les baisses successives de l'Aide Publique au Développement qui ont touché les OSC dès février 2024 puis en 2025 et menacent leurs activités. Les membres de CSUD (dont le Grdr) se sont réunis autour d'une « task force » pour rappeler les mesures de contrôle et d'évaluation auxquelles les OSC sont régulièrement soumises et travailler activement sur les messages politiques soulignant l'impact de nos organisations en termes d'accès aux droits et d'atteinte des ODD dans le monde.

La réforme du plaidoyer adoptée en 2023 se révèle efficace pour – au sein d'espaces collectifs de travail – mener de front la veille et les analyses, construire une voix collective et alimenter le dialogue avec les autorités compétentes, sur des thèmes aussi politiquement sensibles que « l'égalité de genre », « les enjeux européens », les « changements climatiques » ou encore « les migrations ». Sur ce dernier sujet, le Grdr a participé à la relance d'un groupe de réflexion rassemblant les membres de l'ancienne « Commission Migration » dont il a été chef de file de 2017 à 2023. Ces ONG s'inquiètent particulièrement du fait que la gestion des flux migratoires soit redevenue une conditionnalité à la fois de l'APD française et européenne, à contre-courant de toutes les études qui démontrent que cette aide transactionnelle n'a ni fondement ni raison d'être, et qu'au contraire, les migrations participent activement au processus de développement des territoires d'origine, de transit comme de destination.

A noter : Le Grdr a bénéficié pour la seconde fois après le chantier « Pour une vie associative dynamique sur les territoires (2022-2023) », d'un appui financier du dispositif FRIO (Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel) piloté par CSUD pour définir collectivement le nouveau cadre d'intervention stratégique 2025-2030 de l'association.

GROUPE INITIATIVES (Gi) : Le Grdr est membre du CA et vice-président du Gi. En 2024, le collectif a lancé les activités du programme « SynerGi » (2024-2027) dont les objectifs sont de renforcer les pratiques collectives (Traverses, Groupes métiers) et d'approfondir les échanges dans le cadre des « pôles géographiques » (Initiative Fleuve Sénégal, Madagascar, Haïti, Cambodge), tout en poursuivant le dialogue avec les différentes institutions (MEAE, AFD, UE…).

En 2024-2025, le Grdr est co chef de file (avec CRAterre) du Traverses N°54 intitulé « *Faire converger les solidarités : Agir à l'international et en France face aux enjeux communs* », dont les travaux font échos aux défis partagés (ODD) relevés par le Grdr dans le CIS 2025-2030. Le Grdr a aussi participé aux deux rencontres de l'« Initiative Fleuve Sénégal » (IFS, suite du Traverses N°50) à Labé (Guinée) et à Saint-Louis (Sénégal). Cette dernière a tracé de nouvelles perspectives.

Le Grdr a enfin été actif au sein du Groupe RH pour impulser la formation *« Sensibilisation à la prévention des Risques Psycho Sociaux (RPS)- Éclairage en intelligence émotionnelle* » menée en deux temps à destination des responsables RH et des managers des OSC membres du Gi. Au sein du Groupe Communication, l'étude externalisée pour faire évoluer la « *stratégie d'essaimage des productions du Gi »* propose des recommandations proches de celles de notre propre audit sur la stratégie de communication du Grdr.

LE COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (CFSI) : Le Grdr est actif au sein du Comité d'orientation et de suivi du programme PAFAO (Promotion de l'Agriculture familiale en Afrique de l'Ouest) et en tant que membre du Comité stratégique du programme CAAC (Coopérer autrement en acteurs de changement), deux programmes structurants de l'action du CFSI. Dans le cadre du CAAC le Grdr mène une initiative pilote avec le Conseil départemental de Rufisque (CDR), Montpellier Métropole Méditerranée (3M) et le CIRAD intitulé « *WECCO - Réflexion commune, croisée et multi-*

acteurs entre Montpellier et le département de Rufisque sur leurs politiques alimentaires territoriales ». Et une animation territoriale décentralisée (ATD) autour de la mise en place d'un « *cadre de dialogue multi-acteurs sur les enjeux communs liés à la transition écologique et aux systèmes alimentaires des territoires des départements de Seine Saint-Denis et de Rufisque* ».

LE F3E : le Grdr est membre du F3E. Le Grdr continue à s'inspirer des approches orientées changement pour mettre en place les dispositifs de suivi et d'évaluation de l'impact de ses projets (PGCL, MAVIL, ODDyssée). Il suit aussi les activités visant à renforcer ses approches en termes d'égalité de genre, à la fois dans les programmes mais aussi au sein de son organisation. Le Grdr a participé à l'évaluation du dernier triennal du F3E et aux temps collectifs qui élaborent les orientations stratégiques 2026-2032 : parmi les questions posées, le Grdr compte suivre d'ici l'AG 2026, celles sur la gestion de l'information et l'apprentissage à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle.

LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT (CRID) : Le Grdr est membre du CRID. En 2024, le Grdr a suivi avec le CRID les travaux du collectif « Vox Public » qui rassemble aussi des associations aussi diverses que l'ANVITA et OXFAM (Destin Commun) qui militent pour une société juste et tolérante et proposent des actions pour agir en faveur des droits des personnes exilées et proposer une autre politique migratoire fondée sur une politique d'accueil et d'insertion inconditionnelle. Le Grdr participe aussi avec le CRID aux travaux de capitalisation des programmes d'ECSI mené par l'AFD dans les établissements scolaires et les centres sociaux autour d'une meilleure compréhension des parcours et des enjeux migratoires (Projet ODDyssée).

LA COALITION EAU : Le Grdr est membre de la Coalition Eau qui a pour objectif principal de « *contribuer, grâce à la structuration et la mobilisation des ONG et leurs partenaires de la société civile, à la mise en œuvre des droits humains à l'eau et à l'assainissement et à la gestion durable et équitable de l'eau* ». A travers des programmes eau et assainissement (Yétinse en Guinée, PAGIE au Sénégal et en Mauritanie), le Grdr contribue à l'atteinte de cet objectif et plus particulièrement de l'ODD N°6. La Coalition Eau assure un dispositif de veille et de plaidoyer sur les Droits humains à l'eau et à l'assainissement auprès de la France, de l'Europe, de l'Afrique (appui à l'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement - AAFEA) et enfin des Nations Unies (Journée mondiale de l'Eau le 22 mars, conférence en 2026, COP Climat).

LE PROGRAMME SOLIDARITE-EAU : Depuis 2021, le Grdr (au sein du Gi) et le PS-Eau co-organisent l'atelier annuel de l'Initiative Fleuve Sénégal (cf. article sur le Gi). Financé par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, cet atelier réunit une centaine d'acteurs du Bassin du Fleuve Sénégal, cette année à Labé, en novembre 2024, autour de l'enjeu partagé de la gestion intégré des ressources en eau (GIRE).

En région Île-de-France

CITE DES METIERS : Le Grdr est membre permanent du Comité stratégique de la Cité des métiers avec les partenaires institutionnels (DRIEETS, Région Île-de-France, ville de Paris). Ce comité permet d'inscrire l'action du Grdr en articulation avec les orientations des politiques publiques dans les domaines de l'orientation, de l'insertion et de l'évolution professionnelle, et de sensibiliser les acteurs du droit commun aux enjeux de l'intégration et de l'inclusion sociale et économique des migrants.

En région Hauts-de-France

LIANES COOPERATION : Le Grdr est membre de Lianes Coopération, le réseau régional multi-acteurs (RRMA) de la région Hauts-de-France. Lianes Coopération et le Grdr coopèrent autour d'activités d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) dans les Hauts-de-France : en 2024, le Grdr a intégré la commission « ECSI » du réseau et participe aux temps de réflexion, événements et

formations proposés. Lianes relaie aussi au sein du RRMA les outils d'ECSI créés dans le cadre du programme « ODDyssée les migrations font bouger le monde ».

APES : Le Grdr est membre du Collectif de l'Association Acteurs pour une Economie Solidaire et est impliqué dans plusieurs espaces de concertations et d'échanges animés par l'APES. Le Grdr et l'APES ont travaillé ensemble dans le cadre des activités du Grdr autour de (i) l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires en lien avec la Métropole européenne de Lille (MEL) et la Fabrique à entreprendre et (ii) de l'inclusion sociale des femmes migrantes en lien avec les Centres sociaux partenaires à Lille et Roubaix. Depuis fin 2024, le Grdr travaille à renouveler et diversifier ses liens avec le collectif de l'APES.

RADyA : Le Grdr est membre du Réseau des Acteurs de la Dynamique des Ateliers Socio Linguistiques (ASL) qui est un organisme de formation auprès des professionnels. Le RADyA propose des formations, échanges entre pairs et ressources autour des ASL, une approche pédagogique visant l'amélioration en autonomie sociale d'adultes migrants vivant en France. Cette démarche est préconisée pour des publics qui méconnaissent le fonctionnement de certains espaces sociaux et dont la non-maîtrise des actes de langage et la connaissance partielle des codes socioculturels attendus en entravent l'usage. S'inspirant de cette méthodologie, l'antenne HdF du Grdr anime depuis 2013 des ASL avec des groupes de femmes immigrées, autour de thématiques liées à l'accès aux droits et plus largement à l'insertion sociale et économique.

En Europe

ALLIANCE TO FIGHT POVERTY : Le Grdr est membre de cette coalition depuis 2018 à travers le programme Re-Invest (Pour une Europe sociale et inclusive). En 2020, le Grdr a participé aux temps forts du réseau pour développer de nouveaux cadres d'analyse autour de la gouvernance participative et des narrations autour de la migration à l'échelle européenne. Ces échanges ont abouti à un projet de recherche intitulé « *Opportunities* » (2021-2024) réunissant 14 partenaires européens mais aussi sénégalais, ghanéens et mauritaniens et qui a été clôturé début 2025 lors d'un Forum à Bruxelles (Diffusion du film Sankofas, réalisé par le Grdr). En 2023, un nouveau projet a été lancé avec les membres de la coalition, intitulé « *Involve : For trustful, participatory and inclusive public policies* » sur les enjeux de participation et de démocratie dans les politiques sociales en Europe (2023-2026). Ce projet réunit 11 partenaires : 6 laboratoires de recherche et 5 ONG dans 8 pays (Belgique, Suisse, France, Allemagne, Irlande, Portugal, Italie, Pologne). Le Grdr pilote les actions France en partenariat avec l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

En Afrique de l'Ouest

Au Mali

FORUM DES ONG INTERNATIONALES AU MALI (FONGIM) : le FONGIM est un regroupement de 110 ONG internationales au Mali. Il a pour mission d'offrir à ses membres un cadre de partenariat et de concertation entre tous les acteurs de développement dans le but d'influencer les politiques nationales afin que les besoins des populations démunies et marginalisées soient pris en charge de manière optimale. Depuis l'annonce fin 2022, du gouvernement de la transition, interdisant « avec effet immédiat toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui de la France », les responsables (président, direction exécutive...) du FONGIM ont été très actifs grâce à des échanges réguliers avec la direction générale du Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation (MATD) pour assurer une veille sur l'évolution du contexte, conserver un rapport de dialogue constructif et mener un plaidoyer en faveur de la poursuite des activités des ONG internationales et nationales au Mali. En avril 2025, le Projet de Loi relatif à la création de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales et d'Appui au contrôle des associations et fondations (ANICT-ACAF), ainsi que son décret d'application prévoyant un prélèvement automatique à

hauteur de 10 % des montants collectés pour financer ce contrôle par l'Etat a engendré une opposition unanime des acteurs associatifs et de leurs partenaires financiers.

COMITE OUEST-AFRICAIN POUR LES SEMENCES PAYSANNES (COASP-MALI) : Le COASP-MALI est un cadre de concertation d'organisations qui sont engagées dans la promotion des semences paysannes dans des dynamiques collectives. Il se fixe pour objectif de faire reconnaître l'importance des systèmes semenciers paysans dans l'alimentation et l'agriculture, notamment dans les perspectives de souveraineté alimentaire. Il a pour rôle de dialoguer avec les décideurs politiques et les autorités administratives pour promouvoir des politiques et des lois favorables aux systèmes semenciers paysans et aux droits des paysan-ne-s. Il promeut également l'économie locale à travers l'organisation du marché des produits agro écologiques issus de semences paysannes. Le Grdr est un membre actif du COASP-Mali : il est membre du comité de coordination national et point focal pour la région de Kayes. En 2024, le COASP s'est lancé dans l'élaboration d'une grille d'analyse afin de mieux évaluer la qualité des semences paysanne utilisées. Ses membres ont aussi participé à la relecture de la politique nationale semencière au Mali en en y faisant intégrer les semences paysannes.

LA PLATEFORME DE L'AGROECOLOGIE PAYSANNE (PF-AEP) : La PF-AEP a pour mission de valoriser les produits de l'agroécologie paysanne. Il s'agit également d'une instance de plaidoyer qui a pour but de faciliter la prise en compte l'agroécologie dans les politiques agricoles et alimentaires. Le Grdr est membre de cette plateforme, qui est animée au niveau national par la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) du Mali. En 2024, en plus des réunions nationales inscrites dans son plan d'action, la PF-AEP a travaillé sur l'opérationnalisation de la plateforme au niveau des régions (comment faire pour créer des dynamiques régionales ?) en s'inspirant du CCK en région de Kayes coanimé par les 4 partenaires du programmes Tchi Horon.

CADRE DE CONCERTATION MULTI-ACTEURS POUR LA PROMOTION DE L'AGROECOLOGIE EN REGION DE KAYES (CCK) : Le CCK est un regroupement de 41 organisations (services techniques, ONG, organisations des producteurs, organisations des femmes transformatrices des produits agroalimentaires, organisations de consommateurs...) qui a été créé en 2018 dans la région de Kayes en vue de faciliter la mutualisation, l'harmonisation des approches avec les mêmes cibles et en cohérence avec les activités des 4 partenaires régionaux qui interviennent dans le cadre du programme Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire (TAPSA) : le Grdr, l'Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire (AMASSA), l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP) et le Réseau des Horticulteurs de Kays (RHK). Le Grdr a assuré la présidence de 2018 à 2023 (5 ans) et a passé le témoin au Réseau des Horticulteurs de Kayes (RHK) en février 2023. Dans le cadre des fonds souples du projet TCHI HORON (CCFD), le CCK reçoit des subventions pour mener des activités collectives portées par les 4 membres (Grdr, AMASSA, RHK et AOPP) chargés de l'animation des activités dans la région de Kayes. En 2024, le CCK a organisé plusieurs activités parmi lesquelles l'organisation d'un forum régional à Kayes sur l'agroécologie paysanne ayant pour thème « Quelles actions collectives pour promouvoir la souveraineté alimentaire face au changement climatique ? ».

LA PLATEFORME NATIONALE DE LA CONVERGENCE GLOBALE DES LUTTES POUR LA TERRE ET L'EAU OUEST-AFRICAINE est un mouvement social de paysans et de défenseurs des droits humains qui a été mise en place à la suite de l'organisation du Forum Social Africain de Dakar (2014). La Convergence est un regroupement non formalisé d'organisations de mouvements sociaux, d'organisations paysannes nationales et d'ONG. Au total, elle compte 15 plateformes nationales membres de 15 pays différents. En fin 2024, dans le cadre de l'élaboration du plan d'action de 2025, les membres de la plateforme ont décidé de mener des campagnes de vulgarisation des textes et lois du Mali en lien avec le foncier agricole, l'agroécologie et les semences paysannes.

Au Sénégal

LA PLATEFORME DES ONG EUROPEENNES AU SENEGAL (PFONGUE) : La PFONGUE est un réseau qui regroupe 77 organisations non gouvernementales européennes œuvrant pour le développement économique, social et culturel du Sénégal. Son objectif principal est de renforcer l'efficacité de l'action collective des ONG, en favorisant la concertation, le partage d'expériences, la formation et la diffusion d'informations entre les différents acteurs de la société civile. En 2024, lors de son assemblée générale, les membres ont décidé de structurer les actions du réseau autour de quatre axes stratégiques : Information, Formation, Networking et Plaidoyer.
En 2025, la PFONGUE a mis en œuvre deux cycles d'ateliers :

- Un premier, portant sur le cadre légal d'action des ONG, financé par l'Ambassade de France au Sénégal et en Gambie ;
- Un second, axé sur la mutualisation des données entre ONG, soutenu par l'AECID (Agence espagnole de coopération internationale pour le développement).

Sur le littoral (Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal)

LE COLLECTIF 5 DELTAS (C5Δ) : Le Collectif 5 DELTAS est un regroupement volontaire de 14 acteurs de terrain issus du Sénégal, de Gambie, de Guinée Bissau et de Guinée, ancrés dans des territoires et au contact des communautés locales, dans les 5 deltas du Fleuve Sénégal, du Saloum, de la Gambie, de la Casamance et du Rio Cacheu. Les membres du collectif partagent des valeurs et une approche commune centrée sur l'humain et la gestion participative, équitable et durable des ressources. Ils accompagnent les communautés à la base (associations villageoises, groupements de femmes, entrepreneurs, collectivités locales) dans le développement d'activités socio-économiques durables ayant un impact positif sur la mangrove. En avril 2024, le C5Δ a fêté ses 10 ans à Canchungo en Guinée Bissau et a actualisé sa charte de valeurs. Le collectif s'est fixé ses priorités pour les prochaines années qui sont : « *renforcer et valoriser la dynamique C5Δ en faveur d'une nouvelle gouvernance des écosystèmes mangrove basée sur l'innovation, la mutualisation, la diversité et la réciprocité entre acteurs institutionnels, techniques, privés et communautaires* ». Pour un y arriver, 3 axes de travail ont été définis à savoir : (i) Renforcer les synergies littorales, entre membres du C5Δ et avec les universités, les acteurs nationaux, régionaux et nationaux de la conservation ; (ii) Soutenir les initiatives locales de gouvernance citoyenne des écosystèmes littoraux et (iii) Mener un plaidoyer et des actions de sensibilisation collectives en faveur de la protection de la biodiversité dans les territoires de Mangroves. La plupart des membres fondateur du C5Δ sont aussi membres du Partenariat Régional pour la Conservation de la zone Côtière et Marine (PRCM) et insèrent leurs actions dans l'agenda politique environnemental de l'Afrique de l'Ouest et plus particulièrement du Sénégal qui accueillera en 2027, le 6ème Congrès mondiale des Aires marines protégées (IMPAC 6).